



RES PUBLICA

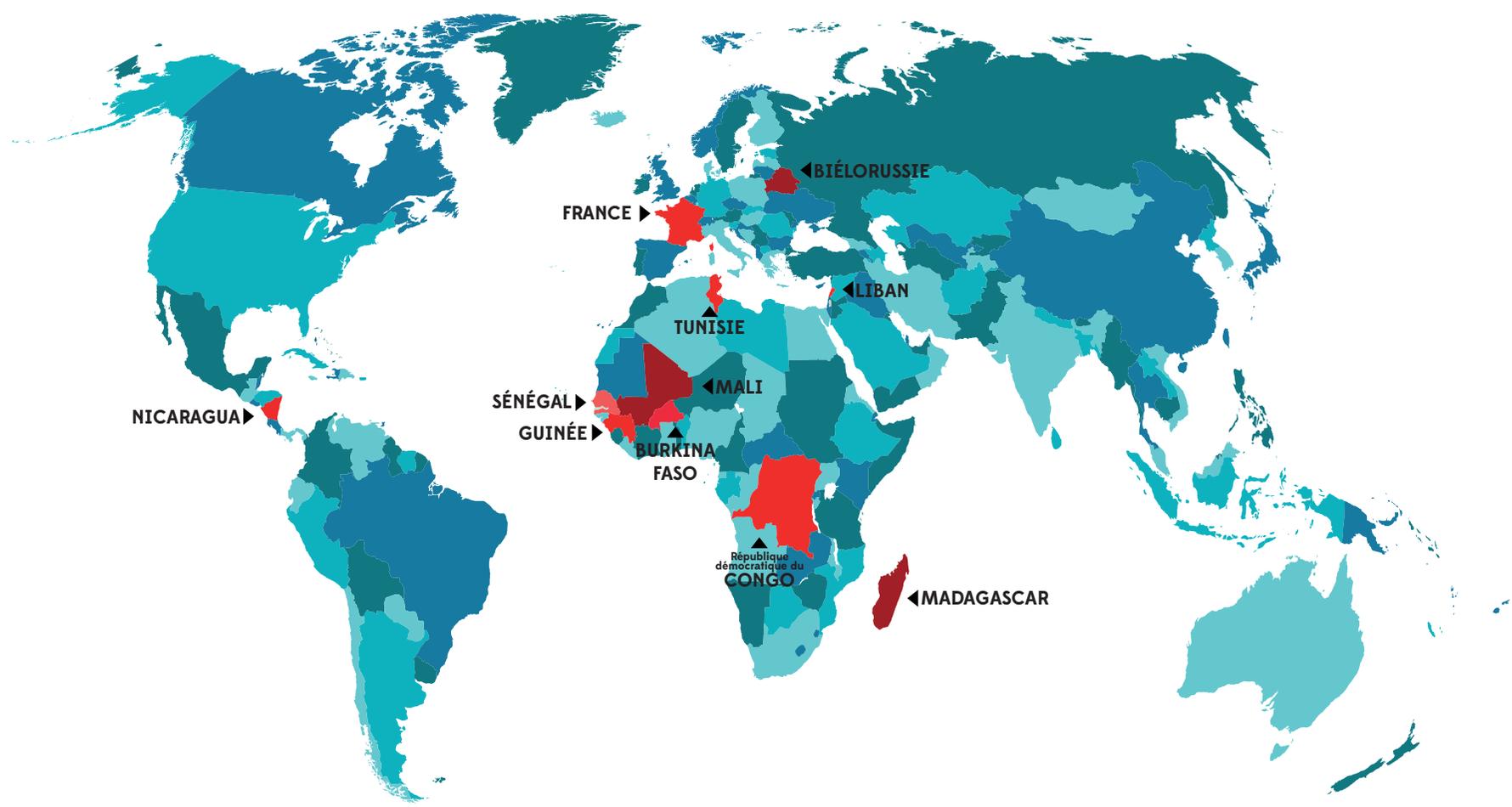
Progrès Social et Développement



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2015 - 2016

MAPPEMONDE DE NOS IMPLANTATIONS



SOMMAIRE

	ASSOCIATION	P. 4		NICARAGUA	P. 32
	BURKINA FASO	P. 6		FRANCE	P. 34
	ÉDUCATION	P. 10		BRÈVES	P. 41
	AGRICULTURE	P. 20		RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES	P. 42
	SANTÉ	P. 28		PARTENAIRES 2014	P. 43
	CULTURE	P. 30			

MOT DE LA PRÉSIDENTE RES PUBLICA - 18 ANS DÉJÀ...



Res Publica a fêté en 2015 sa 18^{ème} année d'activités. En tant que fondatrice, je ne peux m'empêcher d'évaluer le chemin parcouru. Que de défis relevés ! Que d'obstacles surmontés ! Reconnue d'intérêt général depuis 1997, notre association basée

à Lyon a marqué son engagement par la création en 2001 d'une ONG du même nom au Burkina Faso. Education, santé et développement de l'économie rurale en sont les principales activités menées aux côtés des institutions et des populations locales.

Avec mon mari, nous cherchions depuis plusieurs années un moyen d'utiliser notre réussite professionnelle et d'agir positivement sur notre environnement. **Notre assise financière nous a permis de doter Res Publica d'une indépendance qui lui confère liberté d'action, indépendance politique et pérennité**, un cadeau inestimable à notre époque, dans ce monde d'incertitudes.

Diriger une association de développement comme Res Publica est une expérience exceptionnelle, mais qui est loin d'être une mission aisée. Elle demande un engagement inconditionnel et de la détermination à ne pas fléchir même quand les difficultés semblent parfois insurmontables.

Ancrée dans l'action de terrain, **Res Publica a permis à une zone rurale burkinabè de près de 100 000 habitants d'accélérer son développement** et en particulier, d'accroître l'accès à l'éducation pour ses enfants. Nous voyons

aujourd'hui la deuxième génération de lycéens et d'étudiants obtenir leurs diplômes. Nous sommes également fiers de compter autant de filles que de garçons à la sortie de l'école primaire. Bien sûr, ces résultats doivent être consolidés et surtout, doivent être pérennisés et améliorés, notamment par les populations et les leaders locaux.

Au niveau national, le Burkina traverse une période socio-politique complexe suite à sa révolution de 2014. La situation reste fragile notamment à cause des risques de nouveaux attentats sur le sol national et de par la pression sécuritaire dans la sous-région. Mais nous continuons et nous continuerons tant qu'il y aura des femmes et des hommes, dans ce pays économiquement défavorisé, susceptibles de tomber malades parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable ou risquant de passer leur vie dans l'analphabétisme faute de moyens financiers.

A dix-huit ans, Res Publica est aujourd'hui majeure. Nous sommes conscients qu'il va falloir la laisser voler de ses propres ailes au Burkina Faso. Nous réfléchissons à cet effet sur les modalités de cette prise d'autonomie en perspective, qui devrait pouvoir pérenniser les acquis de l'ONG sur le plan local.

En parallèle de son action au Burkina, Res Publica tisse dans la durée un réseau de partenaires actifs qui tend à augmenter aussi bien en France qu'à l'étranger.

Porteurs d'innovations ou démultiplicateurs de bonnes pratiques, ces partenaires nous nourrissent d'expériences que nous soutenons financièrement et que nous aidons à faire connaître.

Au vu des crises successives qui touchent toute

l'Europe en général et la France en particulier, les modèles de demain sont des solutions qui doivent être trouvées dès aujourd'hui. Sur nombre de domaines stratégiques, tels que la démographie, la gestion des migrations ou les risques environnementaux, l'échelle d'action a changé. Nos responsables politiques ont perdu une grande part de leur pouvoir d'actions et ne raisonnent plus qu'à des échéances à court terme.

Il est de plus en plus urgent, d'une part, que les citoyens se saisissent de ces enjeux et s'impliquent à leur niveau dans la vie de la cité et, d'autre part, que nos institutions nationales et européennes soient revues en profondeur pour permettre une défense pragmatique de notre modèle de vie et de l'intérêt général. Res Publica participe et soutient ces nouvelles dynamiques citoyennes, capables d'influencer et de relever les grands défis de notre époque : la réduction des inégalités, le combat pour la protection de l'environnement, la promotion de la Paix par exemple. Certes ambitieuse, nous souhaitons assumer cette vision et agir dans cette perspective.

Dans ce rapport d'activités 2015-16, vous comprendrez notre démarche et à travers elle, le dévouement et l'engagement remarquable de l'ensemble des membres, des bénévoles et des salariés de Res Publica. Nous vous souhaitons une bonne lecture et espérons que certains projets nourriront votre intérêt et pourquoi pas vos mobilisations !

Françoise PERRIN
Présidente RES PUBLICA



3 174 531 €
Budget 2015

17 Collaborateurs
au Burkina Faso

4 Collaborateurs
en France

24 Partenaires
soutenus en 2015

MOT DU COORDONNATEUR NATIONAL

RESTER OPTIMISTES ET ENGAGÉS MALGRÉ LES OBSTACLES



Les attentes sont nombreuses et fortes pour 2015, écrivions-nous dans le rapport 2014 en parlant des activités de Res Publica. Nous avons vu juste ! L'insurrection populaire en octobre 2014 au Burkina Faso, a vivement affecté le rythme de l'Etat dans son fonctionnement.

Après les changements de leaders politiques, l'un des défis restait la relance de l'administration publique. Un défi qui a fortement été compromis à son tour par l'attentat terroriste de janvier 2016 perpétré sur une grande avenue de la capitale Ouagadougou.

Cet attentat meurtrier a plongé le pays dans un désarroi total et a sérieusement perturbé les

activités de Res Publica au Burkina Faso. Plusieurs de nos missions, notamment celle de Ciné brousse, qui devait nécessiter le déplacement de nos bénévoles depuis la France, ont été annulées.

C'est dans ce contexte d'incertitude socio-politique interne, doublé d'actions terroristes, que nous nous sommes interrogés sur la nécessité de poursuivre ou non, nos actions à l'endroit des couches les plus vulnérables de la société burkinabè.

Mais notre engagement et notre détermination ont pris le dessus :

- Celui de continuer à sillonner les villages dans les brousses profondes du Burkina Faso pour rechercher les garçons et les filles en âge d'être scolarisés, convaincre leurs parents, et assurer leur prise en charge durant leur scolarité ;
- Celui, aussi et surtout, de construire et d'équiper les écoles dans ces localités souvent ignorées des cadres administratifs, de construire des dispensaires et des maternités pour garantir la santé ;
- Et enfin, de promouvoir les activités agricoles en soutenant les paysans.

C'est ce défi que nous essayons de relever depuis de nombreuses années.

Y renoncer dans ce contexte particulier du Burkina serait de l'abandon et donc, une défaite. **Conscient de tous ces facteurs, nous avons choisi la voie de la persévérance malgré les conditions difficiles de travail. La poursuite de nos actions paraît essentielle dans ce pays qui compte encore l'un des taux les plus élevés d'analphabétisme de la sous-région...**

En 2015, nous avons donc mis un accent tout particulier sur l'accompagnement des organisations paysannes. De même, les Actions Génératrices de Revenus (AGR) au profit des femmes ont été encouragées. **Le but de cette démarche est de permettre à chaque individu, à chaque communauté, d'atteindre la meilleure indépendance financière et autosuffisance alimentaire possible.** Bref, de jouir de la meilleure qualité de vie possible.

Une des principales difficultés demeure l'accès au financement des activités non éligibles au programme de crédit des institutions de microfinance classiques. Il s'agit pour l'essentiel des AGR des organisations paysannes de femmes rarement en mesure de produire des garanties pour obtenir un crédit.

Nous fondons l'espoir que la mise en place des institutions de la République donnera un nouvel élan à nos activités avec les collectivités territoriales, même si la grogne sociale continue de guetter le pays chaque jour, avec notamment des revendications corporatistes régulières.

Res Publica étant toujours attachée à la défense de l'intérêt général, **nous souhaitons que la nouvelle année puisse permettre que la raison domine les passions.** Chaque burkinabè pourra ainsi garder l'espoir d'une vie meilleure. Nous devons en faire un engagement commun.

Basile DARGA

*Coordonnateur National Burkina Faso
Chevalier de l'Ordre National*



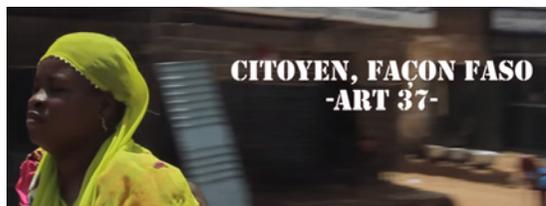
2 159 454 €
Budget 2015

178 700
Personnes bénéficiaires

Répartition du budget Burkina Faso en pourcentage

74% Education	7% Agriculture	4% Santé	15% Appui Partenaires
-------------------------	--------------------------	--------------------	---------------------------------

TRIBUNE À UN PARTENAIRE CITOYEN FAÇON FASO ART 37



Citoyen façon Faso Art 37, un documentaire sur la mobilisation citoyenne et la révolution menée au Burkina Faso par les acteurs de la société civile. Une nouvelle forme de communication sur

les actions de la solidarité internationale pour une coopération équitable.

Lauréats du concours européen DevReporter Network 2015, Citoyen façon Faso Art 37 a été réalisé par Annick Barrand de Soli TV, Apolline Traoré scénariste et réalisatrice Burkinabè et avec le soutien logistique de Julien Paredes de l'association Res Publica.

Ce film de 52 minutes traite essentiellement de la mobilisation citoyenne au Burkina Faso en 2015. L'histoire de femmes et d'hommes qui ont décidé de récupérer le pouvoir et ont sollicité la tenue d'élections libres et transparentes dans leur pays. Le soulèvement populaire mené par les hommes intègres du Faso du 28 octobre 2014 contre la volonté affichée de Blaise Compaoré d'amender l'article 37 de la constitution limitant le mandat présidentiel, mais aussi le coup d'état militaire du 17 Septembre 2015 par le Régiment de la Sécurité Présidentielle (RSP) en pleine transition politique ont nourri cette révolution. « **La goutte va trop loin à un moment elle fait déborder le vase... cette goutte est encore là elle est en train de nous éclabousser et si nous ne prenons garde, on va se retrouver avec un processus électoral mort-né** » déclare l'artiste Smockey porte-parole du mouvement Balai Citoyen lors d'un rassemblement sur la Place de la Révolution.

Dans une démarche neutre, **ce documentaire à l'allure d'un reportage, nous ramène sur les traces des acteurs de cette révolution.** Des témoignages et actions de ces artistes, étudiants, leaders politiques, militants et journalistes montrent une société civile responsable qui a réussi à chasser Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans, et qui a fait échouer un coup d'état militaire.

« **Aujourd'hui nous devons comprendre que l'homme politique, c'est le peuple qui le façonne, ce n'est pas le politique qui façonne le peuple qu'il veut...** » affirme Serge Bayala étudiant membre fondateur de l'association

2 heures pour mon pays lors d'un meeting de jeunes étudiants.

Cette nouvelle forme de communication entre journalistes et acteurs de la solidarité internationale vient briser les clichés qui ont longtemps consisté à montrer des situations désolantes (famine, pauvreté, épidémie...) dans les pays du sud. Elle répond à l'initiative du projet européen DevReporter Network piloté par le Réseau Rhône-Alpes d'Appui à la Coopération (RESACOOOP), d'où l'accent particulier des réalisateurs sur l'engagement des acteurs de la société civile du Burkina Faso contre la dictature et pour l'instauration d'un état démocratique. « **Nous nous sommes intéressés à l'actualité de cet élan citoyen observé sur le continent africain, avec le souhait de partager cette expérience avec le grand public, pour faire remonter des initiatives du Sud vers Nord ! Il était important pour nous de valoriser une approche concrète issue d'une population qui lutte pour faire bouger les choses** », nous confie Annick Barrand.

Depuis sa réalisation, ce documentaire a connu plusieurs projections : dans le cadre des Apéros Citoyens organisés par la Maison de l'Europe et des Européens à Lyon et à Bourg-lès-Valence. Ces projections ont été suivies de débats sur la citoyenneté. D'autres projections ont aussi eu lieu au Salon de la Solidarité de Versailles, à l'Ecole de Santé Social Sud-Est (ESSSE) de Valence et dans la salle Jacky Dupres de Saint-Montan en collaboration avec l'association la Petite Ours.

D'autres projections sont prévues à St-Galmier à l'occasion de la semaine de la solidarité.

Enfin un webdocumentaire est en cours de finalisation pour clôturer ce projet. Ce webdocumentaire vous proposera, entre autres, de partir à la découverte du quotidien d'une famille à Ouagadougou, d'être l'observateur d'une action de mobilisation de citoyens pour favoriser le vote, d'écouter une chanson militante et de rencontrer un médiateur africain. En croisant les chemins et points de vue de ces quatre personnages principaux, l'internaute est invité à devenir acteur de sa propre vie au sein d'une mobilisation citoyenne émergente.

*Annick BARRAND - Réalisatrice – Soli TV
Julien PAREDES - Chargé de missions*

HOMMAGE À UN ILLUSTRE DISPARU



Sa Majesté Naaba Tigré de Nanoro. Décédé le 10 août 2016

C'est avec une grande tristesse et beaucoup d'émotion que nous avons appris le décès de Naaba Tigré de Nanoro.

Naaba Tigré, vous avez su nous offrir l'hospitalité légendaire du peuple burkinabè à l'endroit d'EMEJ et de Res Publica, en accueillant dès leur première venue à Nanoro, le Docteur Fournel et Madame Perrin quelques années plus tard. Sans cette hospitalité, nous n'aurions pu nous installer et « dérouler notre natte ».

Nous gardons de vous l'image d'un homme engagé qui a su être utile à sa communauté. Nous soulignons ici votre autorité morale, votre sens de l'écoute, votre volonté de toujours rassembler et votre détermination à résoudre les problèmes dès que vous en étiez informé.

Naaba Tigré, vous avez incarné pendant toute votre vie le baobab, servant d'arbre à palabres, à l'ombre duquel chacun pouvait trouver sa place.

La flamme du développement de Nanoro que vous avez su allumer, nous continuerons à l'entretenir. Votre engagement à nos côtés constitue le socle qui nous permettra de continuer à apporter notre aide au développement du Burkina Faso.

Naaba Tigré, dormez maintenant du sommeil du juste et que la terre libre du Burkina Faso que vous avez tant aimée vous soit légère.

Les équipes d'EMEJ et Res Publica

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE ENCORE DES DÉFIS À RELEVER...

Après 15 années de présence active au niveau de l'enseignement primaire, l'offre pédagogique s'est nettement améliorée sur notre zone d'intervention regroupant les trois communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw.

Au terme de l'année scolaire 2015/2016, 54 écoles primaires fonctionnent avec un total de 16 186 élèves dont 8 254 filles, soit 51% de l'effectif total. Nous voyons que la fréquentation scolaire des filles s'est considérablement accrue. A notre arrivée à Nanoro, une classe pouvait compter 30 élèves dont 6 filles...

En plus du travail de terrain mené par nos agents auprès des parents d'élèves, ces résultats encourageants sont obtenus grâce à la formation des enseignants à travers le financement de stages de recyclage et la prise en charge des frais de scolarité des filles d'une part, et d'autre part, grâce à l'équipement des écoles en forage et en cantine scolaire. L'appui des inspecteurs, souvent sollicité et de plus en plus compris et accordé, la construction de nouvelles écoles et l'ajout de nouveaux bâtiments dans des établissements existants pour désengorger les classes, sont également des facteurs non moins importants de cette réussite. Notons cependant que, depuis deux ans, nous n'avons plus besoin de prendre en charge les frais de scolarité des filles. Les parents sont maintenant prêts à scolariser leurs enfants même si cet enfant est une fille !

L'affectation de nouveaux inspecteurs à la tête des Circonscriptions d'Enseignement de Base (CEB) a permis de mener à bien toutes les activités programmées. Les résultats au CEP en juin 2016 sont à la hausse dans les circonscriptions de Nanoro. Rappelons que ces circonscriptions n'avaient pas reçu de soutien durant l'année scolaire 2014/2015, compte tenu des mauvaises relations de travail entre les inspecteurs et Res Publica.

La CEB de Soaw affiche un taux de réussite de 84% au CEP et celle de Pella un taux de 70%. Le taux de réussite nationale est de 62%.

Depuis l'année scolaire 2007/2008, nous nous sommes résolument engagés à favoriser la scolarisation des élèves ayant réussi à l'examen d'entrée en 6^{ème}. D'année en année, l'effectif des collégiens et des lycéens s'accroît, d'autant plus que, depuis l'instauration du continuum* par l'Etat, le secondaire est ouvert à tout élève titulaire du CEP... Si on peut se réjouir de cette décision, les problèmes ne manquent pas : infrastructures insuffisantes, manque de professeurs et même de directeurs de collège, pas de manuels scolaires et, bien sûr, des classes surchargées...

Cette année cependant, les établissements que nous avons ouverts ont tous reçu un directeur et un économiste. Les professeurs ont été affectés au compte-gouttes, ce qui a continué à poser des problèmes de prise en charge par les établissements des professeurs vacataires. Il semble que, pour la rentrée prochaine, ils seront recrutés en plus grand nombre. Nous ignorons si cela sera suffisant et si cela résoudra de façon durable le problème des vacances.

Les résultats au BEPC sont très moyens dans les communes de Nanoro et Soaw (40 et 35%) et bien meilleurs dans la commune de Pella (66%). Le taux de réussite nationale est de 29% !

Nous constatons donc que les résultats des établissements secondaires soutenus par Res Publica ne sont pas encore à la hauteur de nos attentes. Malgré les soutiens multiformes, notamment en manuels scolaires, cantine et matériel didactique, les résultats ne pourront être satisfaisants que dans la mesure où l'administration, les enseignants et les parents d'élèves s'impliqueront davantage dans leurs tâches respectives.

Nous espérons que la nouvelle année scolaire verra une franche collaboration de tous les acteurs de l'éducation pour la réussite des enfants.

Françoise PERRIN
Présidente

* Le Burkina Faso s'est engagé depuis quelques années, à assurer un enseignement de base obligatoire et gratuit à tous les enfants de 3 à 16 ans. L'éducation de base comprend désormais le préscolaire, le primaire et le post-primaire qui forment un cycle unique appelé continuum.

1 342 611€

Budget 2015

119

Élèves au Préscolaire

1 205

Élèves au Secondaire

84

Élèves au Supérieur

16 186

Élèves au Primaire dont 51 % de filles

À LA RENCONTRE D'UN DIRECTEUR D'ÉCOLE PAS COMME LES AUTRES !



Enseignant de vocation, Olivier Coulibaly ne se contente pas de dispenser ses cours magistraux à l'école primaire publique de Kotombo dont il est le directeur. A la grande surprise de ses collègues, Olivier marque la différence en pratiquant le théâtre avec ses petits élèves de CP2 (cours préparatoire 2^{ème} année), pour le plus grand bien des enfants. Grâce au soutien de l'association Petit à Petit, il a même pu les amener à Bobo-Dioulasso, pour prendre part au Prix du Meilleur Spectacle dans une école primaire. Située dans le département de Karangasso-Viguié, à 60 km de Bobo-Dioulasso, l'école primaire de Kotombo a ouvert la porte à ses 87 premiers élèves à la rentrée 2014, grâce à une construction réalisée par Petit à Petit sur financement de Res Publica. Olivier Coulibaly nous a accordé un entretien par le biais de notre partenaire associatif.

Petit à Petit :

Bonjour Olivier. Merci de partager votre expérience de Directeur d'école de brousse avec les amis de Petit à Petit et de Res Publica en France. Donc, qu'est-ce qui vous a amené à l'enseignement ?

Olivier Coulibaly :

Quand j'étais adolescent, j'aimais déjà m'occuper des enfants et, quand j'ai eu mon BEPC*, j'ai directement pensé au métier d'institutrice pour garder le contact avec les enfants. En un mot, on peut dire que **c'est l'amour pour les enfants qui m'a amené à l'enseignement.**

PAP :

Pouvez-vous nous dire ce qu'apporte la présence d'une école et d'un enseignant dans un village reculé comme celui de Kotombo où vous enseignez ?

OC :

Si on cherche le développement, il faut des écoles. C'est ce qui me donne envie d'être dans une école de village. C'est une occasion de connaître le village, car je suis de la ville, mais le monde ne s'arrête pas à Bobo... C'est l'occasion aussi d'ouvrir le village au monde. Ça permet au village de connaître beaucoup de choses. En fait, l'enseignant est le lien entre le monde extérieur et le village.

PAP :

Vos élèves sont en fin de CP2, mais en dehors de votre travail magistral avec les enfants, vous avez beaucoup fait pour l'animation du village de Kotombo, notamment dès l'année dernière et cette année, vous avez organisé des cérémonies pour le 8 mars, journée internationale de la femme. Est-ce que vous pouvez nous dire ce qui vous a amené à faire ça et ce que ça apporte à des villages comme celui de Kotombo ?

OC :

Il faut dire que l'enseignant n'est pas seulement celui qui reste dans sa classe. Il a le rôle de transmettre le savoir, le savoir-faire et le

savoir-être. Il a aussi un rôle dans le développement du village et c'est ce qui va le rapprocher des parents. On ne doit pas s'intéresser qu'aux enfants et laisser de côté les parents. Si le décalage est trop grand, l'école peut ne pas marcher. Pour permettre au maître et aux parents d'être vraiment très proches, on a essayé de mener quelques activités. C'est la recherche de cette proximité qui m'a amené à organiser la fête du 8 mars qui concerne les femmes, car elles sont les plus nombreuses. Alors, comme on a l'habitude de le dire, si on implique les femmes au développement d'une localité, du moment qu'elles sont les plus nombreuses, ça peut marcher. **De plus, dans la brousse les femmes sont souvent marginalisées, elles n'ont aucune décision à prendre, et donc, à travers cette fête on peut déjà montrer aux uns et aux autres que les femmes sont capables de faire quelque chose elles-mêmes.** C'est aussi l'occasion de sensibiliser les hommes, puisqu'ils sont aussi conviés à la fête, et du coup on donne des petits messages à travers les enfants, en français mais aussi en langue locale. C'est tout ça qui m'a motivé à organiser la fête du 8 mars.

PAP :

Autre originalité de votre enseignement, vous êtes aussi un adepte du théâtre avec les élèves. Dans votre poste précédent, vous avez organisé des représentations théâtrales avec des élèves de CM2 et, là, vous avez réussi à faire la même chose avec vos petits du CP2. Pouvez-vous nous faire part de votre expérience théâtrale à l'école et surtout dans un contexte culturel rural ?

OC :

Moi-même, **je suis un passionné de théâtre. Quand j'étais élève, je n'ai pas eu la chance de faire du théâtre et quand je suis devenu enseignant, je me suis dit que je ne devais pas faire vivre la même chose à mes élèves.** J'ai décidé alors de faire du théâtre avec les enfants. Le théâtre est un moyen pour l'enfant de comprendre le français, ce qui n'est pas du tout facile. Ils sont très tentés de parler leur langue locale, or le français est la langue nationale, la langue dans laquelle ils devront très bien s'exprimer. Pour que l'enfant ait l'habitude et surtout la joie de s'exprimer en français, je suis passé par le théâtre. **Le théâtre est aussi un excellent moyen pour développer la mémoire :** il faut apprendre le texte par cœur et développer la gestuelle. En dehors de tout ça, le théâtre peut être un métier. L'enfant peut avoir la passion du théâtre qui peut devenir son gagne-pain. De plus, je pense que le théâtre forme le caractère des gens. Moi, par exemple, je suis un peu timide, c'est peut-être parce que je n'ai pas eu la chance de faire du théâtre ! L'enfant, grâce au théâtre, pourra s'exprimer facilement devant les gens. Même pour les filles, qui sont un peu marginalisées et qui n'ont pas la parole, le théâtre pourra les amener à forger leur personnalité et à prendre des décisions.

PAP :

C'était effectivement assez spectaculaire de voir, pour la Fête du 8 mars, une petite fille chanter l'Hymne National devant tout le village. Ce genre de choses va aider les enfants à avoir une vie épanouie, et en même temps, les parents vont réaliser que leurs enfants sont capables de faire des choses extraordinaires même à l'âge de 7 ou 8 ans...

OC :

Oui, je pense bien. Toutes ces manifestations vont amener les parents à s'impliquer dans la vie de l'école et à avoir une autre vue sur l'école. Il y a des parents qui envoient leurs enfants à l'école pour qu'on les corrige : **«Ah ! Tu es un bandit, tu vas voir le maître va te corriger !»** Or, la correction doit être bilatérale. Si c'est le maître seul qui doit s'occuper de l'enfant, à la maison ça devient un peu compliqué... Du coup, on organise ce genre de spectacle pour que les enfants puissent s'exprimer devant les parents. Le papa est très fier de voir son enfant s'exprimer micro en main, en train de parler sans trembler, ça lui fait extrêmement plaisir et si je viens, ensuite, lui poser un problème, c'est sûr qu'il ne va pas trouver d'objections à cela.

PAP :

Cette année, deux classes supplémentaires ont été construites, vous pourrez donc accueillir une nouvelle promotion d'enfants à la rentrée et un nouveau collègue pour suivre vos traces en vue du bien-être des enfants et de leurs parents dans la localité...

OC :

Oui, je pense que de bonnes années de travail avec les enfants nous attendent. Et **je profite pour remercier vivement, au nom de mes élèves et de leurs petits frères et sœurs, les associations Petit à Petit et Res Publica pour leur soutien incommensurable.** En plus des salles de classe, nous bénéficions d'un forage, d'une cuisine, d'un jardin grillagé pour le maraîchage et d'une salle de bibliothèque, de quoi bien épanouir les enfants du village de Kotombo, merci !

Olivier COULIBALY

Directeur de l'école primaire de Kotombo

*BEPC : Brevet d'Etudes du Premier Cycle

TÉMOIGNAGE : SUR LES TRACES D'ANGÈLE KY KAZIENKA

Maman épanouie et ancienne boursière de Res Publica, Angèle Ky Kazienka fait partie des filles dont les scolarités ont été entièrement financées par l'association chaque année. Elle nous raconte son parcours scolaire.

Mon adolescence et mon parcours scolaire



Née en 1990 à Poéssi dans la commune de Nanoro, je suis la fille d'un père cultivateur et d'une mère ménagère. Je suis mariée et mère d'une petite fille. En 1998, alors que j'étais en classe de CE2, mon père, catéchiste, a été affecté dans un village de la commune de Nazoanga. J'ai donc effectué le reste de ma scolarité à l'école primaire de Nazoanga.

Je fais partie des filles dont la scolarité et les frais de vie ont entièrement été pris en charge par Res Publica. Ce soutien a été possible, grâce à ma rencontre avec Madame Perrin, Présidente de Res Publica, et le Docteur Fournel de l'association Entraide Médicale Eugène Jamot (EMEJ). Tous deux s'étaient rendus à Nazoanga lorsque j'étais en classe de CM1.

Après l'obtention du Certificat d'Etudes Primaires (CEP), j'ai dû quitter mes parents pour rejoindre un tuteur à Nanoro pour le collège. C'est à ce stade que la plupart des élèves de nos villages voient leur cursus scolaire s'arrêter pour diverses raisons : impossibilité pour les parents de payer la scolarité, manque de nourriture, de soins sanitaires, ou pour cause de maltraitance pour ceux qui habitent chez des tuteurs. **Personnellement, mon calvaire chez mon tuteur a vite été écourté (deux mois), grâce au soutien de Mme Perrin et de son association.**

Ce soutien m'a permis d'étudier dans de meilleures conditions à l'internat avec d'autres camarades. Mme Perrin nous conseillait souvent de nous investir davantage dans les études et trouvait toujours un moyen de nous inciter : **celles qui ne redoublaient pas la classe, pouvaient continuer à bénéficier des bourses de Res Publica et poursuivre leurs études aussi loin que possible. En tant qu'ainée de ma famille, il était impératif que je saisisse cette opportunité pour réussir.**

Après l'obtention de mon BEPC, j'ai été affectée dans un établissement secondaire à Koudougou puisqu'il n'y avait pas de second cycle dans ma commune. Autres localités, autres réalités, j'ai dû affronter encore une fois les difficultés liées à l'éloignement de ma famille. Outre mes conditions de vie difficiles chez mon tuteur, j'avais des douleurs oculaires qui ont failli perturber ma scolarité.

Craignant que ce problème ne soit un obstacle à mes études puisque mes parents n'avaient pas les moyens de prendre en charge mes soins, je me suis confiée au coordonnateur local de Res Publica, Mamadou Ouattara. J'ai ensuite rencontré grâce à lui, le coordonnateur national Basile Darga, qui a entièrement pris en charge mes frais de transport jusqu'à Ouagadougou, puis mes frais de consultation ophtalmologique et les verres correcteurs que je devais porter. En plus de la scolarité et de la cantine scolaire, qu'elle prenait en charge, Res

Publica me donnait chaque mois de l'argent qui couvrait mes autres petites dépenses. Les conditions d'études devenues meilleures, j'obtins mon BAC en 2008.

Ma vie à la faculté et mon combat pour l'emploi

Étudiante à la faculté de Droit public, à l'Université Ouaga II, j'obtiens mon diplôme de Maîtrise en Droit public en 2012 (niveau A). Et commence pour moi une autre mésaventure : celle de la recherche d'emploi.

Dans un pays comme le Burkina Faso, il est très difficile de trouver un emploi sans passer par le concours de recrutement général de l'Etat. Il s'agit à vrai dire d'une simple formalité en général, car **ce sont toujours les fils de pauvres qui y échouent, faute de moyens de payer des pots de vins pour être sûrs d'être admis.** C'est donc sans surprise que j'ai échoué successivement en 2013 et en 2014 au concours de niveau A et B. En 2015, comble de malchance, cinq autres concours, auxquels j'ai pris part, ont tous été annulés pour cause de fraude massive. Par ailleurs, **il faut avoir « des bras longs » comme on le dit ici, pour décrocher un simple stage dans un cabinet.**

En attendant de trouver un emploi stable, j'ai donc décidé de dispenser des cours comme vacataire dans des lycées et collèges, afin de préserver mon niveau. Mes efforts et ma détermination n'ont pas été vains. Grâce à mon admission en 2015 au concours d'adjoint de secrétariat (niveau C) je suis actuellement une formation de deux ans à l'Institut Régional d'Administration de Bobo-Dioulasso (IRA).

A la fin de ma formation, je serai affectée comme secrétaire dans les administrations publiques de l'Etat. Comme j'ai déjà un niveau A avec mes études universitaires antérieures, je devrais rapidement pouvoir passer du poste de secrétaire de direction à celui d'attachée de direction, à l'issue d'un concours professionnel qui a lieu tous les trois ans.

Je ne saurais terminer cette tribune, sans remercier de tout cœur Mme Françoise Perrin en particulier et tous ceux qui ont œuvré à travers Res Publica en général, pour qu'aujourd'hui je sois une femme instruite et épanouie, une fonctionnaire de l'Etat burkinabè. C'est avec beaucoup de fierté que je pourrai donc contribuer à l'avènement d'un Burkina Faso émergent et prospère.

Angèle KY KAZIENGA
Ancienne boursière Res Publica



TÉMOIGNAGE : ITINÉRAIRE D'UN INSTITUTEUR DÉVOUÉ



investi dans mon travail et j'ai réussi à placer deux de mes élèves parmi les lauréats au concours d'Excellence nationale du CM1 organisé par l'ancien Président du Faso, Blaise Compaoré.

Me croirez-vous ? En guise de remerciements pour mes bons résultats, l'inspecteur m'exila dans un village à 22 km de l'inspection ! Il fut contraint par sa hiérarchie de me rappeler et de m'affecter à l'école de Séguédin, école à six classes, où je pus m'épanouir auprès de mes élèves. C'est là que j'ai rencontré Madame Perrin qui passait pour une visite des classes. Elle nous a encouragés et a montré son intérêt pour la réussite des élèves et plus particulièrement celle des filles. Nous avons alors reçu des tables-bancs et des fournitures scolaires.

Instituteur certifié dans la commune rurale de Nanoro, Karim Kaboré nous raconte ici avec beaucoup de lucidité et d'enthousiasme, son parcours scolaire et professionnel de 1995 à 2016.

Mon premier poste d'enseignant et mon arrivée dans le département de Nanoro

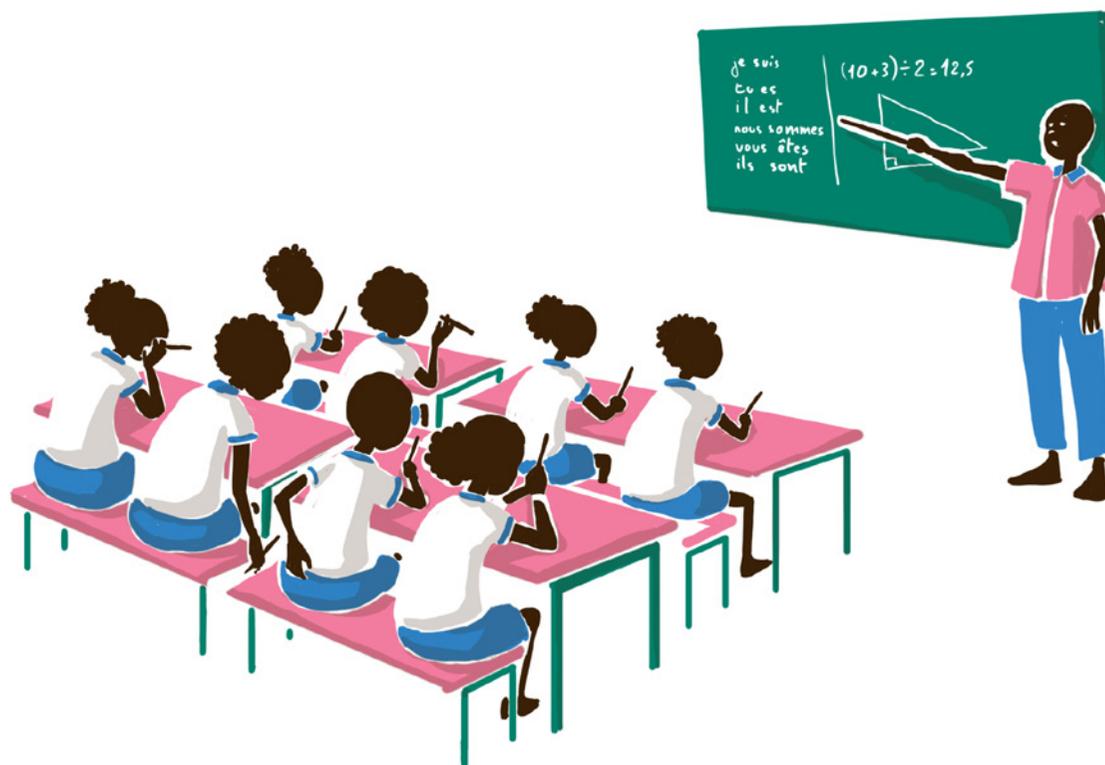
Je suis né en 1975 d'un père cultivateur résidant en Côte d'Ivoire. En 1992, j'ai rejoint en classe de 4^{ème} le Burkina Faso.

Après l'obtention de mon BEPC, et alors en classe de 1^{ère}, j'ai été recruté comme instituteur adjoint sur concours direct de l'Etat.

C'est au Sahel que j'ai fait mes premières armes. Deux petits villages perdus dans les dunes m'ont accueilli successivement au sein de leur école. A l'époque, les Peuls, ethnie migratoire, n'avaient pas l'habitude de scolariser leurs enfants, et je me retrouvais donc à la tête d'une classe de 4 ou 5 élèves maximum... J'étais logé dans une case. Ces débuts au Sahel ne furent pas faciles mais enrichissants !

Je suis arrivé en 2000 dans la Circonscription d'Enseignement de Base de Nanoro, Pella et Soaw, à l'école de Baziri située à quelques kilomètres de Nanoro. C'est là que j'ai obtenu mon Certificat d'Aptitude Pédagogique. La même année, je me suis





Mon poste de directeur d'école teinté de mésaventures

A la rentrée 2004, je fus nommé Directeur de l'école à trois classes de Sitaon, non loin de Nanoro. **L'ONG a beaucoup investi dans cette école, en finançant même la construction du logement que j'ai habité.** Mieux loti et mieux outillé à l'école, ces bonnes conditions ajoutées à ma grande motivation, m'ont permis de mieux encadrer mes élèves, dès la première année. Les efforts ont payé : 53 des 54 élèves que j'ai emmenés au Certificat d'Etudes Primaires (CEP) ont réussi. Je suis resté huit ans à ce poste et j'ai pu faire 100 % de réussite au CEP, ce que Res Publica a reconnu en me primant à l'Excellence organisée cette année-là à Soaw.

En 2013, à ma demande, j'ai souhaité me rapprocher de mon épouse, elle-même enseignante à Séguédin. J'ai pu être affecté successivement à l'école de Kyou, école sous paillote dont j'ai assuré l'ouverture, puis à l'école de Zamsin, entièrement construite par Res Publica. C'est une classe de CM1 que je dirigeais, et j'étais très motivé à l'idée d'emmener mes élèves au CM2 et vers le succès du CEP...Mais à ma grande surprise et par calculs politiques, je me suis retrouvé à nouveau éloigné de mon épouse à l'école C de Nanoro, en tant que simple enseignant cette fois !

Enfin rétabli dans mes fonctions, je redeviens Directeur d'école en septembre 2015. Je suis alors affecté à l'école de Poessi qui compte 397 élèves répartis en six classes. Mais cette école a rencontré

de nombreuses difficultés au cours des années précédentes et, pour moi, c'est un défi à relever afin de faire de très bons résultats au CEP. Je m'y attèle déjà !

Je ne saurais terminer sans évoquer les bienfaits de l'ONG dans les écoles de Nanoro, Pella et Soaw. J'ai particulièrement apprécié le soutien apporté aux filles, les constructions de salles de classe et de logements d'enseignants pour mettre les apprenants et leurs maîtres dans de meilleures conditions de travail et aussi les stages de recyclage qui permettent aux enseignants de se perfectionner et d'être plus efficaces.

Je dois noter aussi que Res Publica travaille beaucoup avec les populations et en particulier avec les mères d'élèves. L'association octroie des crédits à ces mamans, pour mener des actions génératrices de revenus dont les bénéficiaires leur permettent de payer les frais de scolarité et les fournitures scolaires de leurs enfants. Pourtant, le travail avec les parents d'élèves n'est pas facile car ils éprouvent encore des difficultés à s'organiser. Même nous les enseignants, avons de nombreuses exigences envers l'ONG, qui fournit déjà un grand effort pour nos formations diverses.

Je remercie particulièrement Madame Perrin et Monsieur Kaboré, Représentant de l'ONG à Nanoro, ainsi que toute l'équipe qui travaillent ensemble dans plusieurs secteurs de la vie sociale pour l'amélioration des conditions de vie de la population de Nanoro.

Karim KABORÉ
Instituteur à Nanoro, Burkina Faso

** Concours direct : concours lancé par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation pour recruter des enseignants qui sont envoyés directement sur le terrain.*

TÉMOIGNAGE : ODETTE SAGA KIENTEGA

DE L'ÉCOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE ZIMIDIN AU SERVICE DE LA NATION.



Comme Angèle Ki Kazienka, Odette Saga Kientega est une boursière de Res Publica que l'association a voulu prendre sous son aile pour lui assurer un parcours scolaire sans embûches. C'est avec beaucoup de fierté aujourd'hui et en treillis de sous-officier gendarme qu'Odette partage ses souvenirs avec nous.

Née il y a 28 ans de parents analphabètes paysans à Nanoro, j'ai effectué mes études primaires à l'école publique de Zimidin à partir 1996. Après l'obtention de mon certificat d'Etude Primaire (CEP), j'ai été affectée au collège d'enseignement général (CEG) de Nanoro où j'ai continué mon premier cycle.

N'ayant pas les moyens d'assurer les frais liés à ma scolarité, mes parents ont sollicité l'aide de Res Publica.

L'association a favorablement répondu à cette requête en assurant une prise en charge effective de mes frais de scolarité pendant un an à l'internat et quatre ans à l'externat. Outre le soutien financier de l'association, j'ai également bénéficié du soutien moral de ses agents. Je ne saurais oublier ces soutiens et toutes ces attentions qui m'ont beaucoup apporté dans cette période difficile.

Toutefois, ne m'étant pas investie suffisamment dans mes études, j'ai malheureusement échoué au Brevet d'Etudes de Premier Cycle (BEPC) en 2006. L'aide de Res Publica a été suspendue en conséquence, comme le stipule la convention. Cela m'a poussé à redoubler d'effort l'année suivante et j'ai finalement décroché mon BEPC au lycée privé WendSongda de Koudougou en 2007. Cette admission m'a permis d'être réintégrée dans la liste des boursières de Res Publica.

Mes pas vers le service de la nation

Suite à mon admission au concours de recrutement des élèves sous-officiers de gendarmerie en 2009, j'ai été prise en charge par l'Etat. J'ai suivi cette formation avec succès. Dans ce creuset du savoir qu'est l'École Nationale des Sous-Officiers de Gendarmerie, de nombreuses connaissances et valeurs m'ont été inculquées : la discipline, socle de toutes les autres valeurs, la dignité, le sacrifice et la solidarité comme ciment de toutes ces valeurs. Aujourd'hui, étant sur le bon chemin, je suis fière d'exercer cette fonction avec patriotisme pour l'intérêt national.

Je remercie sincèrement l'ONG Res Publica et à travers elle, sa présidente Françoise Perrin et ses coordonnateurs André Kaboré et Mamadou Ouattara pour leur suivi et leur soutien. Sans eux, je ne serai sans doute pas là où je suis aujourd'hui.

Odette SAGA KIENTEGA
Sous-officier gendarme, Burkina Faso

LE CENTRE D'ÉVEIL ET EDUCATION PRÉSCOLAIRE DE NANORO S'ÉMANCIPE DOUCEMENT MAIS SÛREMENT !



Ouvert en Octobre 2007, le Centre d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP) de Nanoro a été construit par Res Publica dans sa volonté d'apporter un appui à l'exécution des stratégies et programmes d'éducation au Burkina Faso. A son ouverture le CEEP comptait 74 enfants, aujourd'hui la capacité a quasiment doublé, atteignant 120 enfants dont 53 filles.

Le centre a pour mission d'assurer l'éveil, l'éducation, la scolarisation mais aussi la prise en charge médicale des enfants âgés de 3 à 6 ans. Il est soumis au programme national d'éducation préscolaire du Burkina Faso. **A la différence des autres CEEP où les cours ne sont plus dispensés au-delà de 11h 30, celui de Nanoro reste ouvert jusqu'au soir et ce, pour le plus grand bonheur des enfants et de leurs parents. Ces cours du soir contribuent à l'amélioration de l'encadrement des enfants d'une part, et d'autre part, à offrir aux parents l'opportunité de disposer de plus de temps pour leurs activités respectives.**

Un ouf de soulagement pour ces mères au foyer, qui constituent en général le pilier de la famille, sur lesquelles comptent souvent toute une maisonnée.

Au Centre d'Éveil de Nanoro, l'encadrement des enfants est assuré par une équipe opérationnelle de quatre éducateurs dont une directrice et trois adjoints. L'équipe œuvre pour l'éducation, l'éveil, et la socialisation des enfants. **Différents thèmes sont abordés par les équipes pédagogiques : l'enfant de la petite section face aux besoins d'hygiène et de socialisation. Quelle réponse pédagogique apporter ? L'expression orale en langue française, facteur d'éveil et d'épanouissement de la petite enfance. Ou encore la préparation directe à l'écriture grâce au graphisme chez les enfants de la grande section.** Aux côtés des éducateurs, il y a également un comité de gestion de l'établissement qui s'assure du bon fonctionnement du centre afin de garantir la pérennité de ce projet novateur.

Res Publica n'assure pas que la prise en charge des infrastructures et de la logistique. L'ONG accorde beaucoup d'importance à la décoration des salles de classes, facteur d'éveil et d'épanouissement du jeune enfant. Elle fournit également différents équipements dont un téléviseur, un poste radio, un lecteur DVD et des films pour enfants. Dans le cadre du programme santé du centre, **Res Publica prend en charge une visite médicale annuelle complète ainsi qu'un examen d'électrophorèse d'hémoglobine* de tous les enfants du CEEP. Cet examen permet notamment de déceler la drépanocytose. Cette maladie fait encore des ravages chez les adolescents et demeure un réel problème de santé publique au Burkina Faso.**

L'éducation pré-scolaire est devenue une réalité dans la commune de Nanoro.

Mme Elise ZONGO KOMBASSÉRE
Directrice du CEEP de Nanoro

**L'électrophorèse d'hémoglobine est un examen qui analyse les différentes formes d'hémoglobine du sang et permet de détecter des maladies génétiques comme l'anémie et la drépanocytose.*

ACTIVITÉS PAYSANNES 2015 : L'HEURE DU BILAN



Une pluviométrie imprévisible

Dans la province du Boulkiemdé au Burkina Faso, la saison agricole 2015 a évolué en dents de scie. **La pluviométrie, de plus en plus capricieuse au fil des ans, s'est encore une fois caractérisée par une mauvaise répartition, suscitant ainsi des inquiétudes chez nos producteurs qui ont de ce fait, tardé à semer.** Sur notre zone d'intervention, il a plu abondamment mais de façon tardive, principalement en juillet-août.

En conséquence, les producteurs ont repoussé les semences jusqu'au 15 juillet, une période de pluies importantes pendant laquelle ils ont coutume d'entretenir les jeunes plants. Notons toutefois que ces aléas climatiques n'ont pas freiné les ardeurs des plus motivés de nos producteurs, même si les rendements céréaliers ont été en deçà de la moyenne régionale.

Une campagne rizicole moyenne

Comme chaque année, dans le cadre de la promotion de la riziculture, Res Publica appuie les organisations de producteurs en semences améliorées et dans leur utilisation raisonnée des engrais. Sur les trois sites où nous intervenons (Gouroumbila, Goalla et Séguédin de Soaw), les rendements et les productions

ont été relativement moyens : sur une superficie totale de 52 hectares cultivés, les producteurs ont récolté près de 137 tonnes de riz, soit un rendement de 2,6 tonnes par hectare.

Plusieurs raisons, d'ordre sociologique, expliquent la stagnation des rendements de ces dernières années. A Gouroumbila par exemple, des problèmes fonciers ont contraint certains agriculteurs à renoncer à leurs activités. A Goalla, malgré un soutien financier pour la rénovation du système d'irrigation, le groupement n'arrive pas à dépasser une crise de leadership qui entache les résultats dans les champs. Ainsi cette année, seulement 7 hectares sur 12 ont été repiqués dans ce village. **Les techniques sont globalement acquises et les moyens disponibles, reste l'organisation interne des groupements qui devra être remise en question dans le sens de l'intérêt commun.** Seuls les producteurs sont à même de relever ce défi.

Une production maraîchère en pleine croissance

Principale activité de rente en saison sèche, le maraîchage connaît un véritable essor depuis quelques années dans les différentes localités où nous intervenons. Res Publica subventionne les semences maraîchères de 24 Organisations Paysannes (OP) dans les communes de Nanoro, Pella et Soaw. Les espèces cultivées sont en général des céréales (sorgho, mil et maïs), des légumineuses (niébé, voandzou*), ou des variétés maraîchères (tomate, oignon, chou, aubergine et piment).

Mise en œuvre par 10 Organisations Paysannes Féminines (OPF), les Activités Génératrices de Revenus (AGR) se concentrent sur la production d'huile de neem, de poudre de moringa et sur la fabrication de beurre de karité. Cette année, ces AGR ont été une réussite, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Les produits issus du karité et du neem sont de plus en plus demandés, tant sur le plan local qu'à l'étranger, ce qui nous laisse confiants en l'avenir.

* pois de terre

Mounirou YOROUBA
Responsable Agro-pastoral



242 794€ Budget 2015

500

Riziculteurs bénéficiaires dans 3 OP

1 000

Maraîchers bénéficiaires dans 24 OP

210

Femmes bénéficiaires dans 10 OP

LA VIE D'UNE ORGANISATION PAYSANNE FÉMININE

Dans le cadre de son soutien aux Activités Génératrices de Revenus (AGR), Res Publica appuie dix groupements féminins répartis sur les trois zones d'intervention que sont Nanoro, Pella et Soaw. De tailles très variables, ces Organisation Paysanne Féminine (OPF) comptent entre une dizaine et une centaine de femmes. Lors d'une sortie terrain, les femmes de Poessi ont bien voulu nous parler de la vie de leur groupement. Tout en continuant d'extraire l'huile de neem, les dix femmes ont pris la parole librement, à tour de rôle, dans une joyeuse cacophonie, il faut le dire.

Honorine, la Présidente :

Nous sommes constituées en groupement depuis 2009. L'information et la proposition de former un groupement viennent de nos maris qui avaient entendu parler d'un soutien de Res Publica aux femmes pour différentes actions.

Nobila :

Quatre d'entre nous sont allées à une réunion d'information et sont revenues en disant que la Blanche de Nanoro voulait bien nous aider dans nos activités. Une quinzaine de personnes semblaient souhaitables pour constituer un groupe. Le démarrage n'a pas été facile. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés. Cinq femmes se sont retirées car les résultats tardaient à arriver.

Marie :

Pour être reconnu comme groupement, il faut solliciter une demande d'agrément à la Préfecture. Nous ne savions pas comment nous y prendre. C'est le chef ZAT (Zone d'Appui Technique) de Nanoro qui nous a expliqué et fourni les documents. Martine, l'animatrice des OPF au sein de l'association, a fait les démarches et Res Publica a financé les dépenses. Enfin en 2011, nous sommes reconnues comme groupement.

Sanata :

Après une formation sur la transformation de la tomate, nous avons commencé à fabriquer de la purée en bouteilles mais le produit ne se vendait pas et le seul acheteur, un boutiquier de Pella, a disparu sans nous payer... Après cet échec, nous nous sommes tournées vers l'extraction de l'huile de neem.

Fati :

Une formation nous a permis de bien travailler. Et cette fois ça a marché ! Nous vendons l'huile en bidons de 20 litres à des grossistes et en petits flacons, au détail, à des particuliers qui connaissent les bienfaits de l'huile de neem. Les tourteaux issus de l'extraction sont utilisés en maraîchage comme pesticides naturels.

Habibou :

Et puis, il y a eu la construction de la maisonnette. En effet, nous étions installées dans un bâtiment qui a été repris par le propriétaire. Lors d'une réunion, nous avons exprimé nos besoins et Res Publica a accepté de nous aider.

Marie-Claire :

Nous avons confectionné des briques de terre. Le lieu d'implantation nous a été donné. Res Publica a payé un maçon pour la construction, les tôles pour le toit. Nous avons alors apporté la nourriture lors des travaux.

Salimata :

Le groupement nous a permis de sortir de la solitude. L'entente entre nous est excellente et nous avons beaucoup de plaisir à travailler ensemble.

Angeline :

Seule à la maison, je n'aurais pas bénéficié de formations. Maintenant l'entraide s'exerce même au niveau de la famille : nous parlons de nos difficultés et cherchons des solutions.

Fati :

Si l'une d'entre nous connaît des difficultés passagères d'argent ou de santé, le groupement lui prête de l'argent. Mais tout ça reste confidentiel au sein du groupe. Avec l'argent gagné, même si ce n'est pas beaucoup, nous pouvons payer une culotte à nos enfants ainsi que quelques fournitures et des médicaments, sans avoir à quémander auprès de nos maris.

En conclusion, toutes les femmes assurent vouloir pérenniser la vie du groupement et se montrent très vigilantes quant à l'acceptation de nouveaux membres. Pas question de casser l'ambiance comme c'est arrivé certaines fois !!!

Propos recueillis par Anne-Marie BERGER, bénévole et traduits du mooré par Amélie NIGNAN, animatrice Res Publica.



BOULOU SINMAIEBOUMIAN
NE en 191 Babou
DCO n° 17/101
PAT A 3 AME

It's sweet when someone loves
every single part of you.
But being loved is not
enough. You have to
pay attention to what
they love about you.
My love is not
just a word.

LA CONSERVATION DES FOURRAGES : UNE ACTIVITÉ AGRICOLE A DEVELOPPER



Dans la province du Boulkiemdé les populations paysannes pratiquent l'élevage comme activité secondaire en plus de l'agriculture.

Cependant une des contraintes auxquelles les éleveurs sont confrontés est l'indisponibilité de fourrage à des moments cruciaux de l'année. Alors que l'on remarque une abondance de fourrage naturel en saison pluvieuse, le bétail subit la faim en saison sèche.

L'insuffisance et l'irrégularité des pluies ne permettant plus une régénération continue des pâturages, le manque d'aires de pâturage dû à une forte pression foncière et la destruction du pâturage par les feux de brousse en saison sèche constituent les principales raisons de ce déficit.

Dans un tel contexte, il s'est avéré nécessaire de **renforcer les capacités des éleveurs dans les cinq villages du Plan d'Action initié par Res Publica** afin qu'ils puissent faucher la bonne herbe en temps opportun, la conserver et nourrir le bétail en période de soudure.

On entend par fourrage naturel la production végétale d'herbacées et de ligneux ayant poussé de façon spontanée pendant la saison pluvieuse.

La plus prisée par les animaux est l'espèce « Andropogon », c'est donc celle-ci qui sera prioritairement fauchée.

L'objectif de cette formation est le renforcement des capacités des producteurs sur :

- Les techniques de fauche du fourrage (choix des espèces à faucher, stade de fauche, hauteur et moment de fauche, matériel à utiliser) ;
- Les techniques de fanage du fourrage (choix du lieu de séchage, moment et durée d'exposition, nombre de retournements...) ;
- Les techniques de conditionnement du fourrage (creusage du moule, tassage, mise en bottes et ficelage) ;
- Les techniques de stockage (lieux d'implantation, orientation).

A l'occasion de cette formation chaque producteur a bénéficié à taux préférentiel d'un kit d'équipement de fauche constitué de brouettes, fourches, faucilles, râtaux et rouleaux de ficelle.

Antoine Sebgo, producteur à Pella fait part de son expérience :

« Après la formation j'ai fabriqué et conservé 50 bottes de foin qui ont constitué la nourriture d'appoint réservée aux animaux de trait et aux bœufs d'embouche. J'ai pu nourrir mes 3 bœufs et mes 3 ânes. Les animaux sont plus forts que les années précédentes et sont actuellement sur le terrain pour labourer. Je renouvellerai cette activité dès cette saison. »

Anne Marie BERGER
Bénévole, Chargée Agro-pastoral



PORTRAIT D'UN RESPONSABLE AGRO-PASTORAL AU BURKINA FASO



Lorsque l'on sait que le secteur agricole est une composante essentielle de l'économie du pays et qu'il occupe environ 90 % de la population, il est aisé d'imaginer le rôle primordial que jouent les hommes de terrain.

Monirou Yorouba, vous êtes le responsable agro pastoral de Res Publica, pouvez-vous nous expliquer votre cheminement jusqu'à nous ?

Je m'appelle Monirou Yorouba, j'ai 52 ans et j'ai un diplôme de technicien supérieur d'agriculture, obtenu en 1995 au Centre Agricole Polyvalent de Matourkou. Je travaille au sein de l'ONG Res Publica depuis septembre 2011. Je suis issu de la fonction publique au Ministère de l'Agriculture. J'ai successivement travaillé au Service Provincial de l'Agriculture du Sourou, dans la zone agricole de la vallée, puis à la Direction Régionale de l'Agriculture du Sahel, région de Dori, comme Responsable des Aménagements de l'Espace Rural et concomitamment coordonnateur du PAE (Projet Agro-écologie du Sahel), un programme allemand, jusqu'en juin 2011.

En quoi consiste le poste de responsable agro-pastoral dans l'ONG ? Quelles sont les principales tâches à effectuer ?

Mon domaine d'action géographique se situe essentiellement dans les trois communes rurales que sont Nanoro, Pella et Soaw, dans la province du Boulkiemdé. Les tâches suivantes m'incombent :

- Accompagnement des Organisations Paysannes Masculines et Organisations Paysannes Féminines dans la gestion de leur structure ;
- Organisation des formations à l'interne comme à l'externe ;
- Promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- Facilitation de l'acquisition des moyens de production (intrants et matériel) ;
- Aide à la récupération des terres dégradées par des actions de CES/DRS (Conservation des Eaux et du Sol/Défense et restauration des sols) ;
- Développement de la riziculture semi-intensive.

Tout ceci est rendu possible grâce à la collaboration d'une équipe de deux animateurs et d'une animatrice.

Quel est le niveau de développement de toute cette zone ?

Le niveau de développement dans la zone d'intervention de Res Publica se situe au stade de l'agriculture traditionnelle. La modicité des moyens de production, la pauvreté des sols et l'irrégularité des pluies constituent les limites à l'essor de ces activités.

Res Publica depuis une dizaine d'années apporte sa contribution au sein des structures organisées et des personnes individuelles. Jusque-là les résultats obtenus s'observent par l'accroissement des rendements en productions céréalière et maraîchère. De plus Res Publica accorde une attention particulière à la promotion et au développement des AGR telles que la fabrication du beurre de karité, l'extraction de l'huile de neem, la fabrication du savon et l'étuvage du riz. Des AGR connexes comme la transformation de la tomate et du moringa contribuent à l'amélioration du niveau alimentaire et nutritionnel.

L'introduction de quelques activités de promotion de l'élevage en milieu rural telles que la coupe et conservation du fourrage naturel, la pratique de l'embouche améliorent le pouvoir d'achat des producteurs encadrés.

Comment voyez-vous l'évolution des actions agropastorales de Res Publica dans un futur proche ?

Avec l'avènement de la communalisation intégrale (élection des Conseils Communaux et le transfert de pouvoir État-Communes), les actions sont de mieux en mieux reçues par les bénéficiaires car les maires s'y impliquent assez bien. Leurs actions se situent au niveau de la sensibilisation et la responsabilisation à tous les niveaux de la chaîne.

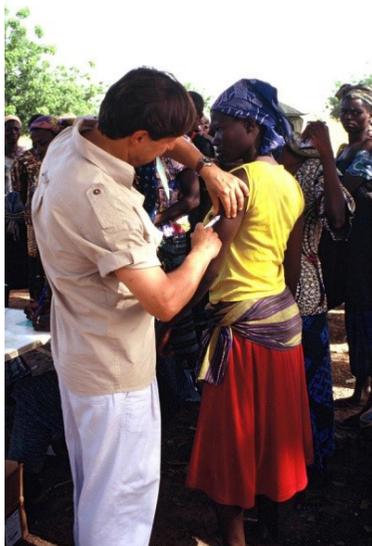
L'un des objectifs phares étant de pérenniser les actions dans les villages et surtout de pouvoir dupliquer ce qui fonctionne.

Aussi un plan d'action triennal (2013-2016) en cours d'exécution permettra dès l'année prochaine non seulement de connaître son impact dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, mais aussi de prévoir les actions futures en matière de développement agropastoral de la zone d'intervention.

Anne Marie BERGER
Bénévole, Chargée Agro-pastoral



BIL'FOU*



A l'automne 2016, je quitterai la présidence de l'Entraide Médicale Eugène Jamot que j'assumais depuis 25 ans. Dans ces mêmes colonnes, j'ai eu l'occasion de décrire les circonstances de mon arrivée au Burkina Faso. **A l'époque (1989), une petite trentaine de personnes seulement débarquait à Ouagadougou du vol régulier d'Air Afrique** ; des musulmans priaient à même le tarmac et c'est après une fouille au corps toute militaire qu'un douanier déplaisant et acariâtre donnait, presque à contre cœur, le visa d'entrée.

Le Dispensaire Catholique de Temnaoré m'accueillit, dispensaire tenu impeccablement par un trio de Sœurs Missionnaires aussi compétentes que dévouées. Je fis mon apprentissage de la Médecine Tropicale.

Paradoxalement, c'est de Temnaoré et son relatif confort que je pris conscience du dénuement des autres dispensaires, dispensaires d'État, sans moyens, délaissés et à qui on assignait l'incroyable objectif de maîtriser les enjeux sanitaires de leurs secteurs respectifs.

De tous les infirmiers et agents de santé rencontrés alors, je me rappellerai longtemps de quelques belles figures de dévouement et d'abnégation : comme on dit au Burkina, « je n'en citerai aucun de peur d'en oublier ».

Je me souviendrai longtemps de cet infirmier rencontré lors de mon premier passage à Nazoanga, dont le dispensaire miséreux était pourtant d'une propreté exemplaire, et qui d'une voix très douce m'expliquait, dépité mais souriant de ce triste sourire que les gens de la brousse vous donnent pour atténuer la lourdeur de ce qu'ils ont à vous dire, qu'il n'avait à sa disposition que 30 comprimés de chloroquine pour faire face à la saison des pluies et à la recrudescence du paludisme.



De cette grande misère émergea la décision d'apporter une aide matérielle durable à ces agents de santé isolés, abandonnés au « bout de la piste ». Ce fut la création d'EMEJ, ses premières réalisations (Pharmacies Villageoises de Nazoanga, Somasi et Pella), puis la rencontre décisive de Françoise et Jean-Claude Perrin qui nous apportèrent les moyens et le soutien nécessaires pour des actions plus conséquentes, le tout dans une unité de vue qui ne se sera jamais délitée.

A côté des « grandes œuvres immobilières » qu'auront été la construction des dispensaires de Soum, Soaw et Nanoro, celle des maternités de Nazoanga et Somasi, les électrifications de Nazoanga, Soaw, d'autres projets ont été menés, moins spectaculaires parce que moins visibles, mais très importants : programmes Protection Maternelle et Infantile, soutien à la réalisation effective du programme national de vaccination, Planning Familial. **Au terme de ces vingt-cinq années, je pourrai dire, comme dans les vrais discours : « Quel travail ! ». Je me contenterai d'un modeste mais plus réaliste « Si peu fait : tant à faire ! ».**

En Afrique, rien n'est jamais acquis, rien n'est jamais terminé, tout est toujours à reprendre. Mais finalement...« *Seule compte la démarche, car c'est elle qui dure et non le but qui n'est qu'illusion du voyageur quand il marche de crête en crête, comme si le but avait un sens* ». (Saint-Exupéry)

Le temps est donc venu de passer la main pour qu'une nouvelle EMEJ apparaisse, nécessairement différente de ce qu'elle fut, avec des projets plus « fonctionnels », mais toujours dédiés à la femme et l'enfant. **A l'automne, Françoise Deville me succédera sur un programme consacré aux maternités, à leur travail et leur développement. Sa qualité de Sage-Femme apportera les connaissances techniques nécessaires.**

Aidée par ses qualités humaines et son enthousiasme, je ne doute pas que Françoise Deville y parviendra, encouragée par la confiance maintenue de Res Publica.



Et pour finir, voici celui dont je vous ai souvent parlé : le Docteur Jamot (1879-1937), vainqueur de la maladie du sommeil, dont l'histoire n'a pas été pour peu, et dans nos choix personnels et dans l'esprit de notre entreprise.

**Docteur FURNEL
Président D'EMEJ**

* « Au revoir ! », « A bientôt ! » en mooré



220 220 €
Budget 2015

LA LITTÉRATURE BURKINABÈ, UNE INSTITUTION EN CONSTRUCTION



Outre l'éducation, l'agriculture et la santé, Res Publica assure également la promotion de la lecture au Burkina Faso en ouvrant des bibliothèques pour des communautés rurales à Nanoro, Soaw, et Boulpon. Si le pays est connu pour ses richesses géographiques et culturelles qu'en est-il de sa littérature ? Éléments de réponse avec Christine Allot Bouty, notre responsable bénévole des bibliothèques.

On dit toujours que l'Afrique est un continent ancré dans la transmission orale et les traditions

séculaires. Elle s'ouvre cependant depuis les Indépendances à la culture de l'écrit. Grâce à la scolarisation massive des années 1990, le livre fait progressivement son apparition. Les œuvres au programme des collèges et des lycées permettent à la jeunesse de découvrir la littérature de l'Afrique de l'Ouest.

L'activité éditoriale est encore réduite et la diffusion du livre se cantonne souvent aux grandes villes. Pour les lecteurs, la réalité économique s'impose. L'achat d'un livre n'est pas encore une pratique courante et représente un investissement pour les familles.

A titre d'exemple, au Burkina Faso, un livre de poche neuf coûte 4 500 francs CFA en moyenne (soit plus de 6€) alors que le revenu mensuel minimum pour un employé est de 32 000 francs CFA (50€). De plus, un villageois est bien loin d'avoir un tel revenu !

La littérature burkinabè bien que récente est riche.

Citons le premier écrivain voltaïque, Dim Delobsom qui dans les années 1930 publie :

« L'empire du Mogho-Naba Coutumes des Mossis de la Haute Volta » puis « Les secrets des sorciers noirs ».

Il décrit avec la précision d'un ethnologue, les coutumes et usages de son ethnie et leurs procédés divinatoires (sorcellerie, magie). Il récolte auprès des populations « Proverbes et Maximes ». Ces écrits témoignent d'une période douloureuse, celle de la colonisation.

Aujourd'hui, il est à craindre que ces livres tombent dans l'oubli, faute d'être réédités. On peut donc douter que la jeunesse puisse se référer à cet écrivain aujourd'hui.

Les grandes plumes sont nombreuses au Burkina mais encore méconnues du grand public. Toutes s'attachent à défendre et faire connaître la culture africaine.

Citons par exemple Nazi Boni qui, en 1962, publie « Crépuscule des temps anciens ». Une chronique qui couvre à elle seule trois siècles d'histoire du Bwamu. L'auteur le plus prolifique dont le Faso s'enorgueillit est Maître Titinga Pacéré. Fondateur du Musée de Bendrologie (langage tambouriné) à Manéga. C'est encore aujourd'hui un poète engagé qui s'attache à concilier tradition et modernité.

Les années Sankara (1983) ont donné naissance à une politique culturelle. La Semaine Nationale de la Culture (SNC) dynamise la production littéraire appuyée par la foire internationale du livre de Ouagadougou depuis 2000.

Le roman sort peu à peu des thèmes classiques de l'exode rural, de la vie du broussard ou encore de l'attraction pour la ville.

La référence à la négritude s'étiole. L'engagement social par l'écriture est caractéristique : on croit aux vertus de la littérature qui transforme la société.

La langue se décolonise, revendique un style qui se démarque des normes académiques du Français.

Il faut donc pousser les portes des librairies et bibliothèques pour lire Joseph Ki-Zerbo, Norbert Zongo, Jacques Prospère Bazié, Monique Ilboudo, Etienne Sawadogo, Pierre-Claver Ilboudo ou Bernadette Dao... De vrais talents existent, récompensés par le Grand Prix National des Arts et des Lettres (GPNAL). Quant à la littérature de jeunesse, elle n'en est qu'à ses débuts.

Si l'édition africaine en langue française permet d'atteindre une audience internationale, n'oublions pas la question des langues vernaculaires qui ouvre un nouveau champ de réflexion, celui du plurilinguisme. Un autre débat !

*Christine ALLOT-BOUTY
Bénévole Bibliothèques*

INSTITUT FRANÇAIS DE BOBO

SUSCITER LE GOÛT DE L'ART CHEZ LES SCOLAIRES



Les scolaires de la ville de Sya* ont désormais la possibilité d'assister gratuitement à des représentations artistiques et culturelles à l'Institut Français de Bobo Dioulasso. Cette initiative du directeur de l'Institut, fortement soutenue par l'ONG Res Publica vise, principalement, à favoriser chez les jeunes élèves, la découverte des talents artistiques et à susciter en eux le goût du spectacle.



C'est un projet salutaire qui mérite à tout point de vue, une attention particulière chez les chefs d'établissements de la ville de Bobo et aussi chez les décideurs politiques : offrir aux jeunes scolaires un cadre de découverte, d'apprentissage et de contact avec le monde des arts et de la culture pour leur permettre de se familiariser avec les œuvres artistiques et culturelles. Un projet de l'Institut Français de Bobo qui se veut être un tremplin, pour ceux qui le désirent, de faire leurs premiers pas dans le domaine de l'art et du spectacle ou, tout simplement, de savourer les œuvres artistiques et culturelles que le centre présente régulièrement à ses abonnés et autres spectateurs.

Pour atteindre cet objectif, l'Institut a lancé depuis quelques années le concept « un spectacle une classe ». Il s'agit, selon son directeur David Olivera, de permettre aux jeunes scolaires de profiter au maximum et gratuitement, du potentiel artistique et culturel dont dispose le centre. Car comme on le sait, l'Institut Français de Bobo est assurément l'une des références en matière d'équipement et d'espace pour les représentations artistiques. Un centre qui a d'ailleurs vu défiler plusieurs artistes nationaux et internationaux de renom. Des stars qui ont par leur présence fait de l'Institut un repère pour les adeptes de l'art et du spectacle dans la ville de Sya.

Capitale culturelle du Burkina, Bobo-Dioulasso se doit également de développer

des initiatives en vue d'assurer la relève permettant à la ville de jouer pleinement sa partition à la promotion de la culture burkinabè. C'est en cela que le projet de l'Institut Français de Bobo qui a déjà, et en toute logique, reçu un écho favorable auprès des établissements scolaires est à saluer et à encourager. Un engouement certain qui ne pouvait laisser indifférente cette ONG française qui œuvre depuis 2001 au Burkina pour la promotion des activités culturelles en milieu scolaire. Res Publica, c'est son nom, se propose d'assurer le transport (aller et retour) des groupes d'élèves (60 par convoi et par spectacle) de leur établissement vers l'Institut. Un soutien de taille qui augure, à n'en pas douter, des lendemains meilleurs au projet « un spectacle, une classe » et qui répond à cette démarche de Res Publica, celle qui est d'accompagner aussi bien les populations que les acteurs locaux dans la réalisation de leurs initiatives de développement et dans le renforcement de leurs capacités. Dans sa démarche Res Publica qui a toujours privilégié l'intérêt général soutient ou élabore des projets en cohérence avec les priorités locales et nationales du pays cible. Et c'est dans cette dynamique que cette ONG a fait son apparition à ce projet de l'Institut Français de Bobo. Un projet qui cadre parfaitement avec l'un des objectifs de Res Publica qui est d'encourager le partage d'expériences et de compétences.

Jonas Apollinaire KABORE
Journaliste burkinabè (L'Observateur Paalga)

1 - Les responsables de l'Institut et de l'ONG Res Publica au cours des échanges avec les invités.

* Sya : ancien nom de la ville de Bobo Dioulasso

DE OKAWAS À WANI : 10 ANNÉES DE PARTENARIAT



Okawas 2006 - Wani 2016

Dix années séparent ces deux projets d'adduction d'eau au Nicaragua. Dix années de collaboration fructueuse entre Res Publica et Agua Para La Vida (APLV) dont les populations isolées des collines nicaraguayennes sont les seules bénéficiaires.

Retour aux sources : **comme souvent c'est par un article de journal déniché dans Libération par Jean-Claude Perrin que tout commence. Une visite à Gilles Corcos, Président d'APLV et l'aventure démarre...** Pour ce dixième anniversaire nous sommes retournés sur les lieux du premier projet d'adduction gravitaire d'eau potable.

Okawas est une commune située dans les collines pratiquement au centre géographique du Nicaragua, à environ 3 heures et demie de Rio Blanco, siège local d'APLV. L'accès ne manque pas de difficultés puisqu'après 2 heures de voiture sur une route très cahoteuse, il nous faut traverser une rivière en bac et finir à cheval.

En 2006, la communauté de départ comptait 102 habitants mais le projet a été dimensionné sur une projection de 160 personnes en 2021. Les habitations varient entre des huttes, couvertes d'une espèce de chaume faite de palmes de chaguitón, et des cabanes en planches recouvertes de tôle ondulée. On y vit d'une agriculture de subsistance (haricots secs et maïs) et certaines familles ont quelques vaches.

La source et le réservoir de distribution (d'une capacité de 5 m³) sont très proches : 14 mètres de dénivelé et 338 mètres de distance. Le réseau de distribution du réservoir aux 14 postes d'eau situés chacun à l'extérieur des maisons a une longueur considérable de 4 390 mètres, (ce qui donne une idée de la dispersion de l'habitat). La quantité d'eau minimum allouée est de 70 litres par habitant et par jour. Le coût du projet s'élève à 9 000 euros.

Après dix années d'utilisation, le système demeure fonctionnel. Les 14 postes d'eau ainsi que les latrines sont tous opérationnels et six demandes de raccordement sont à l'étude (moyennant un droit d'entrée de 215 \$US (193€) par famille correspondant à l'investissement de la main d'œuvre de départ).

Le comité de gestion veille au bon fonctionnement du système. Chaque famille s'acquitte régulièrement de sa redevance de 20 Cordoba par mois (moins d'1 euro par mois) et à ce jour un seul bénéficiaire accuse un retard de deux mois.



180 649€
Budget 2015

1 093
Bénéficiaires directs

Retour sur le présent :

Wani représente le plus grand projet jamais réalisé pour APLV et par là même l'investissement le plus important de Res Publica au Nicaragua, soit 290 000 euros. La commune de Wani (municipalité de Suina) fait partie de la Région Autonome Atlantique Nord. Elle est située à environ 300 km de Managua, la capitale. Le premier contact avec APLV remonte à juillet 2008.

Bien que les communautés de Wani ne correspondent pas aux critères retenus en général par APLV (les habitations sont concentrées sur une voie principale, en bord de route et bénéficient de l'électricité), **le projet a finalement été accepté en raison de l'intense pollution provoquée par l'exploitation des mines d'or, nombreuses dans la région. C'est donc une population semi-rurale de 1 093 habitants qui subit les effets néfastes d'une eau polluée devenue impropre à la consommation.** La communauté est constituée à 45% d'agriculteurs et d'éleveurs, à 35% de commerçants et fonctionnaires, et à 20% de travailleurs journaliers.

Ce projet de grande envergure rassemble 202 familles et 16 institutions (4 écoles, 4 églises catholiques, 6 églises évangéliques, 1 poste de santé et 1 maison communale). Il est de rigueur de procéder à la construction de latrines avant d'entreprendre des aménagements hydrauliques, gage de bonne hygiène.

90 jours de travail par famille ont été nécessaires pour creuser 13 km de ligne de conduction depuis la source jusqu'au réservoir de stockage d'une capacité de 64 m³. Il a fallu également 25 km de réseau pour amener l'eau à chaque poste à travers les quatre secteurs de la commune. Enfin, un pont aérien de 120 mètres linéaires a dû être réalisé pour enjamber la rivière.

Au départ, devant l'ampleur de la tâche, les techniciens d'APLV ont rencontré quelques difficultés pour convaincre une partie de la population qui s'est vite mobilisée une fois qu'elle a pu mesurer les bienfaits de cette initiative. Seules cinq familles ont finalement fait marche arrière.

Un villageois témoigne du courage et de la ténacité qui leur ont été demandés : **« Les familles du secteur de Santa Fé, secteur le plus éloigné de la source quittent leur domicile à 5h du matin, munis de leurs outils, pour d'abord un trajet de 30 minutes en bus jusqu' à El hormiguero puis ils marchent 1h30 dans la montagne pour atteindre la source. Enfin, à 15h après une journée de travail, ils refont la route à l'envers pour rentrer chez eux ».**

La fin des travaux, prévue pour le mois de septembre (et nul ne doute que les délais seront tenus, vu l'état d'avancement constaté en mars) récompensera à juste titre autant d'opiniâtreté.



Avec satisfaction, nous pouvons affirmer que les dix projets appuyés pendant ces dix années sont toujours fonctionnels. Les Comités de l'Eau formés au départ jouent leurs rôles, tant au niveau de l'administration qu'en maintenance technique. Les suivis environnementaux, d'hygiène et de santé publique sont également opérationnels.

Cette technique d'adduction gravitaire d'eau potable au coût accessible, car sans énergie, permet le fonctionnement de projets autogérés et autofinancés par les communautés. Et, in fine, assure par là-même le maintien des populations en zone rurale

Anne Marie BERGER
Bénévole, Chargée Agro-pastoral

RES PUBLICA RÉITÈRE SON SOUTIEN À L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE

L'Association des Paralysés de France (APF) créée en 1933 et reconnue d'utilité publique milite activement au niveau national, dans chaque région et département grâce à ses délégations, pour représenter et défendre les droits des personnes en situation de handicap et de leur famille. Elle souhaite garantir l'exercice de leur citoyenneté dans toutes les sphères de la société, et fonctionne sur un modèle de démocratie participative en permettant à ses adhérents d'être directement acteurs du changement.

La délégation APF de la Haute-Loire assure, quant à elle, depuis 1981 l'opérationnalité de la mise en place de ces objectifs en mettant en place une politique inclusive et transversale du handicap. **Depuis sa création, la volonté de cette délégation, inscrite sur un territoire rural, est d'être au plus près des attentes et des besoins des personnes en situation de handicap et de leur famille.** Elle a pour but de faciliter et d'améliorer le quotidien des personnes, et lutte en permanence contre l'exclusion, l'isolement et les discriminations. Mais pour beaucoup, le handicap reste une double peine car à la précarité des corps s'ajoutent trop souvent la précarité sociale et financière. C'est dans cet esprit que le Parc Matériel Médical (PMM) a commencé à prendre forme en 1987. Pour les personnes en situation de handicap, l'acquisition de matériel médical est déterminante car elle impacte directement leur vie quotidienne, le bon matériel devant être adapté aux besoins de la personne, à son environnement et à son usage. C'est face aux difficultés rencontrées par les personnes pour l'acquisition de leurs aides techniques ainsi qu'au « reste à charge » souvent très important, que la délégation APF 43 a développé un Parc Matériel Médical - initialement soutenu par la CPAM 43 - afin d'organiser une récupération des aides techniques financées et inutilisées sur tout le département de la Haute-Loire.

De 1987 en 2011, le PMM organise donc un système de récupération, de remise en état et de prêt gracieux au domicile des personnes, grâce à un soutien de la CPAM 43. En 2011, le désengagement partiel de cette dernière met en péril ce dispositif et impose un nouveau paradigme afin de ne pas perdre le service rendu auprès d'une population fragilisée et souvent isolée.

Dès 2012, une réflexion sur un nouveau modèle se met en place. Un projet est alors présenté au **Laboratoire de l'Innovation en 2013**, instance interrégionale sud-est, regroupant divers acteurs de l'APF ainsi que des partenaires privilégiés dont **Res Publica**, dédiée à la sélection et au soutien de projets innovants, expérimentaux et modélisables.

Le projet est retenu, et une aide financière de l'association Res Publica de 25 000 € permet directement le soutien à l'embauche d'une personne à temps plein dédiée à cette activité et par conséquent, le développement du nouveau modèle pensé.

Grâce à ce soutien, le Parc Matériel Médical propose alors plusieurs services en s'inscrivant dans une démarche innovante, dans le modèle de l'économie sociale et solidaire.

Le Parc Matériel Médical adhère déjà à la convention nationale relative aux prestations des titres I et IV (de la liste prévue par l'article 16561 du code de la sécurité sociale sous le N°3011), qui lui permet de pouvoir fonctionner comme revendeur, et la personne recrutée est formée auprès du Centre d'Études et de Recherche sur l'Appareillage des Handicapés afin de pouvoir intervenir auprès des personnes et d'acquérir les compétences nécessaires (obligation à fournir à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de référence).

Le Parc Matériel Médical s'organise donc autour d'activités de service de proximité à la personne complémentaire :

- **Activité écoresponsable : recyclage & valorisation**

Comme à son origine, une récupération de matériels et d'aides techniques est organisée sur tout le département de la Haute-Loire, mais cette dernière donne lieu aujourd'hui à une valorisation quantifiée des économies générées, en termes d'argent public, grâce à la remise dans le circuit de ce dernier (système d'économie circulaire) et permet d'éviter concrètement tout gaspillage.

- **La récupération** peut s'effectuer dans les locaux de l'APF (don) ou au domicile des personnes, sur tout le département. Elle est non facturée, et permet l'organisation d'un stock de matériels disponibles pour un prêt après une valorisation de ce dernier.

Grâce au déploiement de cette activité, nous comptabilisons depuis 2013 un total de 159 596 € d'économies réalisées (si le matériel prêté avait dû faire l'objet d'un achat).

Activité sociale et solidaire :

Profondément marqué par l'éthique de notre association, le Parc Matériel Médical donne la priorité à la relation humaine. Le temps nécessaire est pris pour informer, échanger, rassurer, car au-delà de la demande initiale de la personne se cache parfois des situations complexes. Cette approche favorise l'expression des besoins de la personne dans sa globalité. Les interventions à domicile sont des temps d'échange et de lien social.

Le prêt à titre gracieux peut s'effectuer sur site ou à domicile : lorsque la pathologie, la déficience ou la perte d'autonomie de la personne ne nécessite pas de préconisation médicale spécifique, ou lorsque ce matériel identique à la préconisation est disponible au sein du stock de matériel récupéré, la disposition à titre gracieux peut être réalisée.

La livraison du matériel peut se faire au domicile de la personne, et installé, si nécessaire, en prenant en compte les caractéristiques de l'environnement de la personne (aménagement du lieu de vie).

Activité économique du PMM :

La raison première de ce projet est de répondre à un besoin. La dimension économique s'inscrit quant à elle dans une logique de l'**Economie Sociale et Solidaire et vise le financement de l'activité sociale et solidaire.**

Ainsi, les activités de location & de vente (uniquement sur prescription médicale), comme de réparation cherchent toujours à limiter le reste à charge des personnes.

La facturation s'effectue auprès des caisses d'assurance maladie et des mutuelles en fonction des forfaits LPPR (Liste des Produits et Prestations Remboursables) en vigueur.

La subvention de Res Publica a permis la mise en route de cette nouvelle posture et la professionnalisation de ce service de proximité. La modélisation de ce dernier est prévu sur le département de la Loire et de l'Isère d'ici fin 2016.

Delphine MESTRE

Chef de Projets Eco-Solidaire au Pôle APF Développement Auvergne / RA



336 254€
Budget 2015

19
Associations soutenues

« ITINÉRAIRE SINGULIER, ALBUM DE VIE À COLORER » LE PROJET QUI DONNE DE LA PAROLE AUX SENIORS



Depuis 2015, Res Publica soutient les actions de l'Académie de Cuivres en Dombes au profit des résidents de la maison de retraite de Villars-les-Dombes au Nord-Est de Lyon. Cet établissement médicalisé accueille des personnes âgées de plus de soixante ans en perte d'autonomie. A travers le projet

« En Résidence... », l'Académie propose des activités culturelles et artistiques à ces seniors, afin de maintenir leur accès à la culture et leur éviter l'isolement relationnel.

« Itinéraire Singulier, album de vie à colorer » est un des derniers projets initiés par l'association. **Il s'agit d'un livre-objet constitué d'anecdotes et illustré, qui raconte les souvenirs de ces résidents, véritables liens entre le passé et le présent.** Il a été élaboré et réalisé par les résidents pour d'autres résidents de la Maison de Retraite. Grâce au soutien de Res Publica, le livre sera édité et imprimé à 500 exemplaires. Il sera présenté dans le cadre de la journée mondiale Alzheimer le 21 septembre 2016, et offert aux 80 résidents de l'établissement et à leurs familles.

Flavie Labouré graphiste illustratrice de ce projet témoigne :

*Quand j'étais petite, ma grand-mère me racontait des histoires
Des histoires d'un autre temps, d'un autre monde en quelque sorte*

*J'aimerais pouvoir me replonger à loisir dans l'histoire de sa rencontre avec
mon grand-père juste avant la guerre
J'aimerais relire en détail leurs retrouvailles après ces longues années de
séparation*

J'aimerais mettre des mots sur leur joie de ce moment

*J'aimerais que mon grand-père me raconte comment il décomposait des feuilles
d'arbres pour n'en laisser que des nervures
J'aimerais retrouver tous ces mots perdus*

*J'aimerais retrouver toutes ces histoires, celles que j'aimais écouter, qui se sont
effacées ou transformées au fil des années
J'aimerais retrouver ces mots et ces histoires, que mon grand-père et ma grand-
mère... ne m'ont jamais raconté.*

Quand la maison de Retraite Publique de Villars-les-Dombes m'a proposé de construire avec les résidents un livre-mémoire recensant des moments de vie marquants, des anecdotes savoureuses ou de lointains souvenirs presque effacés, j'ai trouvé l'occasion trop belle.

Les accompagner ainsi sur ces chemins du souvenir, est pour moi bien plus qu'un simple projet de création plastique ; « Itinéraire Singulier » est ma part d'enfance retrouvée.

Laisser une trace, partager, transmettre... une envie qui nous a tous traversé l'esprit au moins une fois. Chacun à notre manière, nous semons des graines. Des traces concrètes et d'autres plus volatiles.

Il y a tant de belles histoires que nous aimerions connaître... et partager.

Flavie LABOURÉ
Illustratrice chez l'Académie de Cuivres en Dombes

L'Académie de Cuivres en Dombes compte créer à long terme un réseau de rencontres entre les maisons de retraite et les structures culturelles de la Dombes. L'objectif est de favoriser une relation durable et défendre l'intérêt de la culture pour les personnes âgées.

LA CAMPAGNE « ET ALORS ! » : APRÈS L'ACTION, LE BILAN

Changer le regard du grand public sur les personnes en souffrance mentale passe d'abord par la lutte contre l'indifférence et les à-priori. C'est de ce constat qu'est née la campagne de sensibilisation « Et Alors ! ».



Initiée par le collectif d'associations « Les Couleurs de l'Accompagnement », Et Alors ! » montre des personnes en situation de handicap psychique, dans des scènes de vies normales de Monsieur ou de Madame tout le monde : des jeunes qui jouent au foot, des amis attablés à une terrasse de café, ou des collègues au travail... L'objectif étant de susciter le débat public afin de dédramatiser le handicap psychique. Ce mal touche une personne sur cent en France et reste souvent trop peu abordé malgré l'ampleur qu'il prend.

Une campagne de destigmatisation satisfaisante...

« Cette campagne nous a appris que l'on pouvait parler publiquement du handicap psychique, que ce n'était plus un mot tabou et que, même, cela pouvait se révéler positif pour les dizaines de milliers de personnes que cela concerne », indique René Baptiste, président des Couleurs de l'Accompagnement.

La campagne « Et Alors ! », d'abord régionale en 2014 (Rhône-Alpes), a été reconduite à une échelle nationale en 2015. Les résultats concrets sont satisfaisants : près d'une trentaine de villes ont affiché la campagne et 17 000 documents tout format ont été diffusés.

« Et Alors ! », une histoire de rencontres...

La rencontre, c'est celle de Philippe Villeval, ancien directeur de l'association Amahc¹ et Corinne Mourier, responsable de communication à Messidor². Tous les deux souhaitent agir pour changer les points de vue sur les personnes en situation de handicap psychique. Le message lui, a marqué tous les esprits par son caractère poignant. Brigitte Sapaly, directrice du GRIMES³, une des associations membre du collectif, précise : « **Pour le message nous voulions défendre le fait que ce handicap ne doit pas faire peur. L'invisibilité du handicap pourrait même permettre aux personnes de se fondre dans la société si on leur en laissait la possibilité. Il nous fallait donc miser sur l'esthétisme pour attirer favorablement les regards et donner à voir la beauté des personnalités. Corinne a proposé la photo en noir et blanc qui fait appel à la mémoire collective de ces vieux clichés qui ont fait de la photographie un art exposé** ».

Res Publica ne pouvait qu'accompagner cette initiative qui contribue pour la première fois, à changer le regard sur cette minorité silencieuse en France. Elle a soutenu financièrement le projet en partie, dans ses deux phases d'exécution. Un troisième volet de la campagne devrait voir le jour : « *Nous savons qu'une bonne communication ne peut être que ponctuelle. Alors nous réfléchissons à la poursuite, voire à la recherche d'une pérennisation, de cette campagne* », conclut René Baptiste.

Emmanuelle LEVIGNE

Chargée de missions aux Couleurs de l'Accompagnement

¹ AMAHC : Association pour une meilleure Autonomie des personnes handicapées psychiques dans la Cité.

² GRIMES : Centre de formation en travail social

³ MESSIDOR : Association gestionnaire d'établissement de travail protégé et adapté en France

L'UTOPIE RÉALISTE D'UNE EUROPE POLITIQUE ?

L'EUROPE DES CITOYENS ■ PRENONS LE POUVOIR !

Depuis 1973, année de la première crise pétrolière, la France est entrée en récession économique et je dirais, dans une logique de crise de confiance à de multiples égards.

Bien sûr, certaines périodes ont été meilleures que d'autres, mais le chômage et la dette publique sont restés depuis près de quarante ans, les symptômes des maux permanents et visibles de notre société.

Les réformes structurelles de notre modèle social n'ont jamais été engagées par nos divers responsables politiques, quelle que soit leur couleur politique. Ainsi, une question s'impose : **la France, comme ses voisins occidentaux, a-t-elle encore les moyens et l'ambition de soutenir ce modèle de vie ?**

La libéralisation des échanges et des technologies de l'information et de la communication à l'échelle mondiale se sont traduits par une interdépendance des économies et des interactions humaines.

La mondialisation a fait rétrécir notre planète et l'évolution de la démographie a créé une pression sans précédent sur nos ressources naturelles. A ce titre, et pour influencer efficacement notre monde, **l'échelon supranational est devenu essentiel. A lui seul, un pays comme la France ne peut plus modifier la trajectoire d'entités comme les BRICS* ou les Etats-Unis.**

Depuis son initiation, la construction européenne œuvre pour le maintien de la paix et crée les conditions favorables à l'avènement d'un marché unique et d'une monnaie commune.

Mais aujourd'hui, la stabilité de notre vieux continent s'effrite. Crise financière, crise migratoire, menace terroriste, départ de la Grande-Bretagne au terme d'un poker menteur nommé «Brexit»... nombres de signaux d'alerte nous rappellent que la paix est un luxe et que la coopération est devenue un sport de combat. Force est de constater que nos acquis sont clairement menacés.

L'Europe des Citoyens, armée des valeurs fondatrices chères aux pères fondateurs, propose de replacer l'intérêt commun européen au-dessus des intérêts particuliers des Etats. Elle souhaite favoriser un rebond européen en canalisant les énergies constructives, pour faire émerger une réforme profonde des institutions européennes. Elle agit à cet effet, par cercles d'influence auprès des eurodéputés francophones, lors de sessions à Strasbourg et Bruxelles. Car seuls nos députés européens disposent réellement de la légitimité démocratique. **Nous leur proposons de travailler à renforcer leur pouvoir face au Conseil Européen.**

Mettre en œuvre une Europe Politique est à ce jour devenue une nécessité face aux tentations de repli vers une souveraineté illusoire et inefficace.

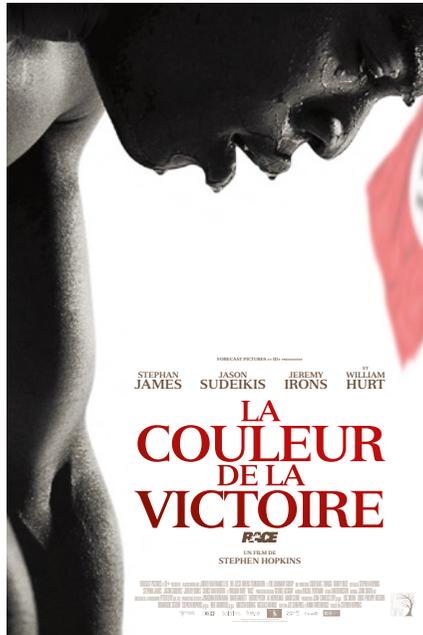
Pour aller au bout de ce défi, les pays fondateurs de l'Union auront forcément un rôle prépondérant à jouer pour imaginer et proposer une gouvernance intelligible et efficace garantissant une souveraineté partagée chère aux peuples.

Res Publica a accepté d'accompagner l'Europe des Citoyens dans ce combat utopique et nécessaire. Nous l'en remercions.

Lionel BOUCHER
Chargé de Relations extérieures

* acronyme anglais pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

RACE, LA COULEUR DE LA VICTOIRE



Le film « La Couleur de la Victoire », dont Jesse Owens est le héros, est sorti au cinéma en France le 27 juillet 2016, dans près de 200 salles. Ce long-métrage indépendant dont le titre original est « Race », a été également distribué de part le monde, et ce depuis Février 2016.

Jesse Owens est une légende planétaire. Même aujourd'hui, où la notoriété est devenue éphémère, la victoire du quadruple médaillé d'or aux Jeux Olympiques de Berlin de 1936 continue à marquer les esprits. Son exploit a suscité un véritable espoir dans le monde. 80 ans plus tard, Owens reste l'un des rares athlètes olympiques dont le nom et l'image font partie intégrante de notre patrimoine culturel.

Après avoir produit le court métrage primé « TRIBUTE TO JESSE OWENS AND CARL LEWIS », Luc Dayan souhaitait développer un film autour d'Owens et des circonstances qui avaient conduit à sa présence aux JO de Berlin en 1936. Le producteur Jean-Charles Lévy s'engage bientôt dans l'aventure à ses côtés, puis c'est au tour du réalisateur Stephen Hopkins et d'une équipe de techniciens venus de tous les pays.

Réalisé avec le soutien de la Jesse Owens Foundation et de la famille d'Owens, d'un groupe d'investisseurs, d'amis passionnés de sport et sensibles aux messages véhiculés par le film (dont l'association Res Publica), « La Couleur de la Victoire » est le premier long-métrage consacré à l'athlète.

« Nous avons commencé par rencontrer les filles de Jesse Owens et sa femme Ruth Solomon, raconte Lévy. On voulait leur faire comprendre l'orientation qu'on souhaitait donner au projet et leur dire qu'on avait besoin de leur totale coopération. Elles ont été à nos côtés depuis la phase de développement jusqu'à l'aboutissement du film. »

Les scénaristes Joe Shrapnel et Anna Waterhouse ont choisi de s'attacher aux périodes les plus riches de la vie du coureur : **l'histoire commence ainsi à l'époque où Jesse, à l'âge de 19 ans, entre à l'Ohio State University et s'achève avec ses victoires triomphales sur la scène internationale, deux ans plus tard.**

« Raconter son histoire, de sa naissance à sa mort, ne nous intéressait pas, indique Anna Waterhouse, et on s'est dit qu'on pouvait suggérer beaucoup d'évènements du reste de sa vie à travers cette période brève et intense de son parcours. »

Le réalisateur précise : « Je ne pense pas qu'on puisse évoquer toute la vie de Jesse Owens dans un film de deux heures. En se concentrant sur l'époque 1934-36, on comprend l'évolution de ce coureur de talent qui devient champion du monde. La période où il accomplit ses exploits comportait un intérêt dramaturgique majeur : ils n'auraient pas pu se produire plus tôt ou plus tard en raison de certains progrès techniques et de la montée du fascisme en Europe. »

Les scénaristes ont également cherché à dépasser le cadre habituel d'un film de sport, en inscrivant l'intrigue dans un contexte social et politique. « Pour que le spectateur comprenne vraiment la dimension exceptionnelle des exploits du protagoniste, il a fallu qu'on contextualise le film sur un plan historique, explique Shrapnel. Les gens ne savent pas forcément que les Jeux ont bien failli ne jamais avoir lieu, ou en tout cas sans la participation des États-Unis. Quoi qu'il en soit, les J.O. de Berlin sont les derniers qui se sont produits avant la fin de la guerre. Le monde était alors en pleine mutation. »

Res Publica a partagé l'aventure dès les premières bribes du scénario pour qu'enfin l'histoire et les valeurs portées par ce film continuent de vivre dans un monde en plein doute.

Bon film !

*Propos de Luc DAYAN, recueillis par Julien PAREDES
Chargé de missions*

THIERNO MOUSSA BAH, JOURNALISTE GUINÉEN AGUERRI



De Conakry à Lyon : Où tout a commencé

Au matin du 25 novembre 2013, mon rédacteur en chef me désigne pour représenter la radio Nostalgie à une session de formation organisée à la maison de la presse de Conakry par Reporters Solidaires en collaboration avec African Crisis Group (ACG) sous le financement de Res Publica.

L'aventure qui commence avec cette première session, va durer 3 ans avec au total quatre sessions de formation. Avec la trentaine de journalistes guinéens participants, nous passons au peigne fin, l'éthique, la déontologie, les lois régissant la presse guinéenne, ainsi que les différents genres journalistiques dont le journalisme d'investigation.

Le coup de fil et la bonne nouvelle

En pleine préparation de journal dans la salle de rédaction de la radio Nostalgie le 15 juillet 2015, je reçois un appel m'annonçant ma sélection pour le master 2 à Lyon. Quand j'ai raccroché, je n'y ai pas cru... j'ai pensé à une blague. Du coup, je n'ai rien dit à personne. Le lendemain, les e-mails se succèdent. Tout d'abord Reporters Solidaires puis Res Publica qui me félicitent et me demandent de préparer mes documents. En un mois, tout est prêt, du visa au billet d'avion.

La France

Mon séjour en France m'a permis de voir sous un autre angle la valeur du journalisme. A travers ce master 2 en Nouvelles Pratiques Journalistiques, de l'Institut de la Communication de l'Université Lumière Lyon 2, j'ai pu satisfaire mon besoin de nouvelles connaissances qui me hantait depuis l'obtention de ma licence.

En 9 mois, j'ai appris une nouvelle façon d'exercer ce noble métier. Avec des professeurs aguerris et dans un environnement idéal, je me suis perfectionné sur plusieurs techniques du journalisme moderne dont : la réalisation de documentaires radiophoniques et multimédia, l'animation de matinales ou de magazines avec plusieurs genres journalistiques – reportages, éditos, chroniques, revues de presse.

Une grande partie de la formation traitait également du numérique notamment la gestion de sites internet et la création de contenus. Sur ce point, mon seul regret est le fait que les autres étudiants soient déjà initiés sur le fondamental de cette partie technique, au cours de leur master 1.

Après donc une année universitaire très chargée, j'ai eu l'occasion de mettre en pratique ma formation au sein du service Afrique de Radio France International (RFI) lors d'un stage de 4 semaines. **Travailler dans une telle rédaction, aux côtés de journalistes qui ont plusieurs années d'expérience était un autre rêve qui s'est aussi réalisé.**

Aujourd'hui, je prends conscience de ma nouvelle mission ; celle de mettre en pratique en Guinée toute cette formation acquise. Puisqu'un pays vaut souvent ce que vaut sa presse, à mon retour dans mon pays, je m'impliquerai fortement dans le rayonnement d'une presse responsable et d'une société civile forte.

Thierno Moussa BAH
Journaliste guinéen

REPORTERS SOLIDAIRES EN GUINÉE



Reporters solidaires poursuit ses actions en Guinée, dans le cadre d'un projet de soutien à la société civile guinéenne en général et en particulier, à destination de journalistes, garants du respect de la démocratie.

A la suite d'un premier programme de formation de journalistes guinéens à Conakry, initié par Koureissy Condé (African Crisis Group) et financé par Res Publica, l'association lyonnaise Reporters solidaires (RS) démarre à l'automne 2016 un nouveau projet destiné cette fois aux journalistes et animateurs radio de l'intérieur du pays. Une trentaine de professionnels des médias venus des sept régions de la Guinée – hors Conakry – se retrouveront deux fois par an à Kindia, ville située à 135 km de la capitale, afin d'étudier les bases du métier, les pratiques professionnelles, le droit, la déontologie et l'éthique ainsi que les genres journalistiques. Comme leurs précédents consœurs et confrères de Conakry, ils réaliseront un journal expérimental appelé « Kindia Info » sur Internet.

Parallèlement aux sessions organisées en Afrique, RS offre à certains journalistes guinéens pris en charge par Res Publica la possibilité de devenir formateurs en intégrant un Master 2 en journalisme à l'Institut de la Communication (ICOM) de l'Université Lumière-Lyon 2. Afin de faire bénéficier un plus grand nombre de journalistes de cette formation universitaire, RS œuvre pour la création d'un Institut des médias et d'un Master « Techniques des métiers de l'information » à l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) en collaboration avec l'ICOM. Affaire à suivre...

Christine COGNAT
Présidente de Reporters Solidaires
www.reporterssolidaires.com

DES NOUVELLES DE NAOMIE MIRLAND !



A 5 ans et demi, Naomie Mirland, est atteinte d'une maladie rare : le lymphoedème. Depuis sa naissance, Naomie souffre d'un gonflement anormal de ses pieds et de ses jambes. Peu de données scientifiques existent encore sur la prise en charge de la maladie. Le quotidien de cette petite fille pleine d'enthousiasme est partagé entre des séances de kinésithérapie, des cures thermales en lymphologie et par le port journalier de bas de contention.

Touchée par son histoire, Res Publica lui a entièrement financé une machine de drainage sur mesure il y a un an, afin de la soulager. Mais si cet appareil de drainage permet à Naomie de se sentir moins fatiguée, il ne réussit pas en revanche, à empêcher l'évolution de sa maladie.

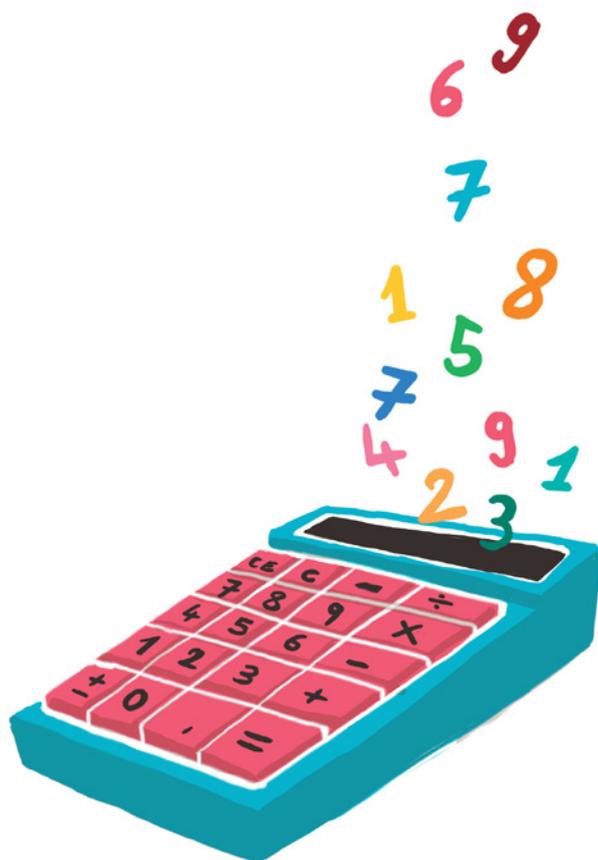
Les ergothérapeutes viennent de recommander que la fillette soit mise en fauteuil roulant pour les longs trajets et tout autre déplacement qui nécessite des efforts, tels que faire des courses ou faire des balades en famille etc...

En plus de cette maladie chronique, Naomie souffre également d'une insuffisance rénale qui lui a valu quelques hospitalisations très récemment. Pour continuer à supporter les frais médicaux de sa fille, Jessica Mirland organise régulièrement des activités de collecte de fonds à travers son association Soutien à Naomie Mirland ou en compagnie d'autres organisations comme les Bouches du Cœur ou le Secours Populaire.

La famille est actuellement à la recherche de bottes Mobiderm sur mesure. Le dispositif médical qui assure une meilleure efficacité du drainage lymphatique, n'existait jusqu'ici, qu'en format adulte. Res Publica s'engage à assurer entièrement son financement.

Aïssata TRAORE
Chargée de missions

RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES



	2013	%	2014	%	2015	%
Projets Burkina Faso	2 098 236	75 %	2 384 813	71%	2 159 454	68 %
Education	1 556 210	55 %	1 718 439	51 %	1 342 611	42 %
Agriculture	156 262	6 %	175 106	5 %	242 794	8 %
Santé	81 236	3 %	219 425	7 %	220 220	7 %
Appui aux partenaires	304 529	11 %	271 843	8 %	353 829	11 %
Projets France	183 062	7 %	362 129	11 %	336 254	11 %
Projets autres Pays	132 975	5 %	197 858	6 %	238 886	8 %
Nicaragua	103 477		139 957		180 649	
Guinée Conakry	16 267		44 799		47 621	
Bélarus	5 270		8 545		7 035	
Liban	2 700		2 700		2 700	
Sénégal	5 261		-		-	
Mali	-		1 856		-	
Madagascar	-		-		880	
Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix	115 882	4 %	131 047	4 %	142 240	4 %
Frais de Fonctionnement	204 767	7 %	225 543	7 %	251 067	8 %
Dotations aux Amortissements	68 416	2 %	33 598	1 %	46 631	1 %
TOTAL	2 803 338 €		3 334 989 €		3 174 531 €	

PARTENAIRES 2015



LES COULEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT



NOTES



www.respublica.asso.fr



RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration du 30 mai 1997 - Préfecture du Rhône
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13
Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87
info@respublica.asso.fr



RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél : + 226.25.38.03.37
Fax : + 226.50.38.03.23
respublica@fasonet.bf